

Réunion de la Commission Locale de l'Eau du SAGE du bassin de la Vendée

Vendredi 29 octobre 2010
Mervent (85), salle conférence, 1^{er} étage
A 10h00

Compte-rendu

Préambule	3
↳ Rapport I : Approbation du compte-rendu de la réunion de la CLE du 17 mai 2010	5
↳ Rapport II : Adoption des règles de fonctionnement	5
Remarques formulées par les membres de CLE	5
Rappel des règles de quorum	3
Modalités du vote	3
Bilan du Vote	3
↳ Rapport III : Election des membres du Bureau et des Vices Présidences	4
Elections des Vices Présidents	4
Election des membres du Bureau	4
↳ Rapport IV : Désignation des représentants à la commission de coordination des trois SAGE (CC3S)	7
Candidats	7
Bilan de la désignation	7
↳ Rapport V : Introduction sur la politique de l'eau	8
↳ Rapport VI : Procédure d'approbation du SAGE Vendée	9
↳ Rapport VII : Point d'avancement du dossier « zone humide »	13
↳ Rapport VII : Questions diverses	15
Présence au comité de bassin	15
Réforme du classement des cours d'eau (« Liste 1-2 »)	15
Information sur la masse d'eau Vendée.....	15
Questions	15
↳ Levée de la séance	16
Annexes	17

- Cellule animation SAGE -
Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise
Maison du Département - 79021 NIORT Cedex
tel : 05 49 06 79 79 - fax : 05 49 06 77 71 - e-mail : contact@sevre-niortaise.fr

Etaient présents :

Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux (élus)

Madame GOICHON Claudine, Représentante du Conseil régional des Pays de la Loire
Madame Marie-Jo CHATEVAIRE, Représentante du Conseil Général de la Vendée
Monsieur Gilles BERLAND, Représentant de l' Association des Maires de Vendée
Madame Christiane CHARDON, Représentante de l' Association des Maires de Vendée
Monsieur Michel SAVINEAU, Représentant de l' Association des Maires de Vendée
Monsieur Didier MAUPETIT, Représentant de l' Association des Maires de Vendée
Monsieur Yves BILLAUD, Représentant de l' Association des Maires de Vendée pouvoir à M. BOSSARD
Monsieur Roger GUIGNARD, Représentant de l' Association des Maires de Vendée
Monsieur André CORDON, Représentant de l' Association des Maires de Vendée
Monsieur Simon GERZEAU, Représentant de l' Association des Maires de Vendée
Monsieur Bruno COULAIS, Représentant de l' Association des Maires de Vendée
Monsieur Marcel TALBOT, Représentant de l'Association Départementale des Maires des Deux-Sèvres
Monsieur Jean-Claude MARQUOIS, Représentant de l' Association Départementale des Maires des Deux-Sèvres
Monsieur Francis VILLAIN, Représentant de l' Association Départementale des Maires des Deux-Sèvres
Monsieur Guy-Auguste dit MARQUIS, Représentant de la Communauté de Communes du Pays de La Châtaigneraie
Monsieur Jacques PAILLAT, Représentant de la Communauté de Communes du Pays de Fontenay le Comte
Monsieur Pierre GELLE, Représentant de la Communauté de communes de Vendée, Sèvre, Autise
Monsieur Dominique SOUCHET, Représentant de l' Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise pouvoir à M. RICHARD
Monsieur Michel BOSSARD, Représentant de Vendée EAU
Monsieur Bernard MAJOU, Représentant du Syndicat Intercommunal d'Utilisation des Eaux de la Forêt de MERVENT
Monsieur Joseph MARTINEAU, représentant du Syndicat Intercommunal des Communes Riveraines de la Vendée (SICRV)
Monsieur Patrick DEVILLE, Représentant du Syndicat Mixte du Parc Interrégional du Marais Poitevin
Monsieur Jean-Claude RICHARD, Représentant du Syndicat Mixte du Marais Poitevin, bassins Vendée Sèvre Autise, le Président de la CLE

Soit 23 membres présents

Collège des usagers, riverains, organisations professionnelles et associations

Monsieur Serge GELOT, Représentant de la Chambre d'Agriculture de la Vendée
Monsieur MILCENT, représentant de la Chambre départementale des Métiers de la Vendée
Monsieur Christian de GUERRY, Représentant du Syndicat départemental de la propriété privée rurale et agricole de Vendée
Monsieur René GRELIER, Représentant de la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Vendée
Monsieur Théophile YOU, Représentant de la Ligue pour la Protection des Oiseaux
Monsieur Serge MEZIERE, Représentant de l' Amicale Vendée-Mère et barrages de Mervent
Monsieur Mickael PINEAU, Représentant de l' Union nationale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction des Pays-de-la-Loire
Monsieur Robert DUPONT, Représentant de l'association UFC Que Choisir 85

Soit 8 membres présents

Collège des services de l'Etat et de ses établissements publics

Monsieur le Préfet de la Vendée, Préfecture de la Vendée représenté par Madame COIRIER, sous préfet de Fontenay le Comte
Monsieur le Préfet de Région Poitou-Charentes, Préfecture Poitou-Charentes représenté par Madame GENIN, SGAR
Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, Agence de l'Eau Loire Bretagne représenté par Monsieur DUBOS
Monsieur le Directeur Territoriale de l'Office National des Forêts Centre Ouest Auvergne Limousin Agence régionale Pays-de-la-Loire, représenté par M. COURTOT
Monsieur le Directeur Régional de la DREAL Pays de la Loire, représenté par Monsieur QUEMENER
Monsieur le Directeur départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée, Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée, représenté par JOCAILLE Hervé
Monsieur le Directeur adjoint départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée, Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée, représenté par SAPPEY Myriam
Monsieur le Directeur départementale des Territoires des Deux Sèvres, Direction Départementale des Territoires des Deux Sèvres, représenté par AUBERT Didier
Madame la Directrice de l'Agence Régionale de la Santé des Pays de la Loire, représentée par Myriam BEILLON

Soit 9 membres présents

Etaient excusés et donnant pouvoir le cas échéant :

Monsieur BREGEON Emile, Représentant du Conseil Régional de Poitou-Charentes **pouvoir** à Mme GOICHON
Monsieur Pierre GAUTRON, Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée
Monsieur la Préfète des Deux Sèvres, des Deux Sèvres, **pouvoir** à la DDT 79
Madame la Déléguée Interrégionale de l'ONEMA, **pouvoir** à la DREAL Pays de la Loire
Monsieur le Directeur Régional de la DREAL Poitou-Charentes, **pouvoir** à la DDT 85
Monsieur Jean-Michel BERNARD, Représentant de l'association Canoë-Kayak FONTENAY LE COMTE
Monsieur DESNOUHES ; Représentant du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Sèvre et Bocage, **pouvoir** à la LPO
Monsieur Charles MALLARD, Représentant de l' Association Vendéenne pour la Qualité de la Vie,

Soit 5 membres représentés

Au total = 45 membres présents ou représentés

Autres membres

Mme GABORIAU, Directrice de l'IIBSN
Mme PELON, Chambre d'agriculture 85

M. RENARD, Conseil général de la Vendée
Mme THEUNISSEN, IIBSN, animatrice du SAGE Vendée
Mme FAVROU, DDTM 85

NB

Liste des documents remis en séance (sur table)

- Etat d'avancement des inventaires (note de 3 pages)
- Plaquette d'information sur le dossier « zones humides »
- Liste des organismes invités à la commission locale de l'eau (séance plénière)
- Courrier adressé aux directeurs de la DDT (m) 79 et 85 concernant la réforme du classement des cours d'eau (+ deux tableaux)

Liste des documents expédiés avec la convocation

- Bulletin réponse + fiche remarques sur le projet de règles de fonctionnement
- Plan d'accès à Mervent
- Note de cadrage
- projet de règles de fonctionnement de la Commission Locale de l'Eau

Convocation envoyée le 06 octobre 2010 par courrier et le 06 octobre 2010 par courriel

Préambule

Monsieur le Président remercie les membres de la Commission Locale de l'Eau de leur présence. Il remercie tout particulièrement le maire de Mervent pour son accueil dans ses locaux.

Monsieur le Président tient à excuser l'absence de Monsieur le Sous Préfet de Fontenay-le-Comte ainsi de celle des personnes suivantes :

M. **BREGEON** Emile
M. **GAUTRON** Pierre
M. **MALLARD** Charles
M. **BERNARD** Jean-Michel

Le représentant de la Préfecture des Deux-Sèvres
Le représentant de l'ONEMA Délégation interrégionale de Bretagne, Pays de Loire
Le représentant de la DREAL Poitou-Charentes

Monsieur le Président procède à la lecture de la liste des membres de la CLE selon l'arrêté préfectoral. Il constate que 40 membres de la CLE sont présents et 5 pouvoirs ont été dûment donnés.

Avant de rappeler l'ordre du jour, Monsieur le Président informe les membres de la CLE que le collège des élus s'est réuni le **4 octobre 2010**. Il rappelle que les membres de la CLE ont été tenu informés de cette réunion par courrier et courriels.

En effet, le renouvellement complet de la composition de la Commission Locale de l'Eau est prévu tous les 6 ans. Aussi, la précédente Commission Locale de l'Eau constituée par arrêté préfectoral le 17 mai 2004 a été renouvelée le 6 septembre 2010.

La Préfecture de Vendée a communiqué l'arrêté préfectoral à l'ensemble des personnes figurant sur ce nouvel acte administratif.

De ce fait, il a fallu procéder à nouveau à l'élection du Président par le collège des élus. Lors d'une réunion de ce collège, le 4 octobre 2010, Monsieur Jean- Claude RICHARD a réélu président.

Suite à cet arrêté, Monsieur le Président fait un point sur les changements de composition :

Les organismes qui ont intégrés la CLE sont :

Collège des usagers

- Sèvre Environnement représenté par Jacques JUTEL
- Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Sèvre et Bocage représenté par Laurent DESNOUHES

Collège de l'Etat

- Préfecture de la Région Poitou-Charentes
- Office National des Forêts Centre Ouest Auvergne Limousin Agence régionale Pays-de-la-Loire
- DREAL Poitou Charentes

Monsieur le Président fait remarquer que les propositions formulées lors de la CLE du 10 février 2010 auprès des services de l'Etat ont été prises en compte.

Aucun changement de structure n'est à constater dans le Collège des Elus car certains avaient été réalisés lors du dernier arrêté préfectoral en 2009.

Monsieur le Président accueille de nouveaux membres à la commission suite à un changement de représentation :

Mme GOICHON Claudine Conseil régional des Pays de la Loire
M. BREGEON Emile Conseil Régional de Poitou-Charentes
M. DEVILLE Patrick Syndicat Mixte du Parc Interrégional du Marais Poitevin

Monsieur le Président rappelle que dorénavant il n'y a plus de suppléant ; le pouvoir doit être donné à un membre du même collège en cas d'absence.

Monsieur le Président rappelle maintenant l'ordre du jour de la réunion de CLE. La réunion se déroule en deux temps : de 10h00 à 12h30 puis l'après-midi. En effet, le Syndicat des Eaux de la Forêt de Mervent (SIEUFM) accueille la CLE au barrage de Mervent pour une visite des installations.

Un **repas** est offert par l'IIBSN entre ces deux réunions.

Le matin, les points suivants ont été étudiés :

- ✚ **Approbation du compte-rendu de la réunion de la CLE du 17 mai 2010**
- ✚ **Adoption des règles de fonctionnement**
- ✚ **Election des membres du Bureau et des Vices Présidences**
- ✚ **Désignation des représentants à la commission de coordination des trois SAGE (CC3S)**
- ✚ **Introduction sur la politique de l'eau :**
 - Interventions de partenaires: Etat (DREAL Pays de la Loire), Agence de l'Eau Loire Bretagne
- ✚ **Bilan de la procédure d'approbation du projet de SAGE Vendée**
 - Présentation du projet de SAGE Vendée
 - Bilan de l'enquête publique
 - Définition du calendrier d'approbation du SAGE
 - Réécriture juridique avec accompagnement des Services de l'Etat
- ✚ **Point d'avancement du dossier « zone humide »**
- ✚ **Questions diverses**

Monsieur le Président alerte les membres de CLE sur le fait que l'ordre du jour est chargé.

NB : la présentation projetée en séance est disponible en ANNEXE 1.

Rapport I : Approbation du compte-rendu de la réunion de la CLE du 17 mai 2010

Monsieur le Président rappelle que la dernière réunion de CLE s'est tenue le 17 mai 2010. Le compte rendu a été expédié par courrier le 16 juillet 2010. Ce même compte rendu a été renvoyé par mail le 21 octobre 2010. De plus, les nouveaux membres de CLE l'ont reçu par courrier. Il est aujourd'hui disponible sur table en séance.

Après avoir vérifié si les membres avaient des remarques à formuler, le compte rendu est adopté.

Rapport II : Adoption des règles de fonctionnement

Monsieur le Président rappelle que la Commission Locale de l'Eau devait adopter des règles de fonctionnement conformément au décret n°2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux SAGE.

Les règles de fonctionnement permettent de vérifier l'ensemble des règles régissant le bon fonctionnement interne de la CLE. Ce document met en évidence les rôles de chacun, notamment du Président, les relations entre la CLE et la structure porteuse (IIBSN).

Il remplacera le « règlement intérieur » adopté le 03/02/1998 et modifié le 16/12/2005.

Monsieur le Président attire l'attention des membres de CLE sur le fait qu'une note de cadrage est annexée aux règles de fonctionnement. Cette note indique les moyens que la structure porteuse met à disposition de la CLE. Après l'adoption des règles par la CLE, l'Institution délibérera sur le contenu de la note début 2011.

Monsieur le Président laisse la parole à l'animatrice qui propose une brève présentation de l'organisation proposée (cf. page 4 à 7 de l'ANNEXE 1).

Les délégations pouvant être attribuée au bureau de la CLE ne sont pas précisées dans les règles de fonctionnement. Celles-ci pourront alors l'objet d'une modification en temps voulu sur ce sujet.

Monsieur le Président rappelle que les réunions de CLE ne sont pas publiques. A ce sujet, une liste des personnes est proposée en séance. Elles seront systématiquement invitées aux réunions de la CLE en tant d'observateurs. (NB cette liste a été remise en séance sur table cf. page 6 de la présentation en ANNEXE 1). Les invitations se font nominativement par courriel.

Après consultation des membres de la CLE, cette liste est actée.

Remarques formulées par les membres de CLE

Monsieur le Président mentionne qu'un bulletin réponse envoyé avec la convocation permettait aux membres de CLE de faire part de leurs remarques sur les documents fournis.

Les structures et personnes suivantes demandent des modifications et ajouts :

Organisme	Article concerné	Remarques formulées
DDTM 85	Article 6	6/3/3 Afin de rester dans des proportions cohérentes avec celles de la CLE, il serait souhaitable que le collège 3 ait trois représentants (DDTM de la Vendée, DREAL des Pays de la Loire, Agence de l'eau Loire-Bretagne, vraisemblablement ; à défaut de place suffisante pour intégrer l'ONEMA). Ainsi, la ventilation 6/3/3 serait plus proche des 50 %/25 %/25 % attendue. Par ailleurs, dans cette période d'approbation et de révision du SAGE, l'intégration de ces 3 services de l'Etat aux sensibilités différentes et aux missions complémentaires est un atout à ne pas négliger.
Préfecture de Vendée	Article 6	Souhaite 3 représentants de l'Etat : DREAL PDL DDT 85 AELB
ONEMA	Article 6	En raison du faible nombre de représentants de l'Etat possible dans le bureau (3), l'ONEMA n'en fait pas partie. Pour pouvoir éventuellement y contribuer quand sont abordées des questions spécifiques qui sont de sa compétence, serait-il possible de préserver cette possibilité, en permettant au bureau (ou au président) d'inviter en tant que de besoin une ou plusieurs personnes qualifiées (experts) quand l'ordre du jour le justifie ?
M. BREGEON (excusé)	Article 6	5/5/2 En tant que conseil régional, nous souhaitons que la parité soit respectée entre le collège des représentants des collectivités territoriales et les représentants des usagers soit 5 membres pour collectivités territoriale et 5 membres pour les usagers pour l'élection du bureau.
Mme Chardon	Article 6	Reprendre la composition 6 / 3 / 3
M. Deville	Article 6	"Le bureau peut recevoir délégation...." Les conditions de la délégation ne sont pas précisées.
M. Deville	Article 5	- Note de cadrage des relations Diffusion des documents. "les procès verbaux sont diffusables....." Ces procès verbaux doivent être diffusés et mis en ligne de même que les études et documents.

Monsieur le Président constate que les demandes de modifications concernent, de façon très majoritaires, la composition du Bureau. Il propose donc en séance un autre équilibre au sein du Bureau avec une composition de 13 membres :

- ◆ 7 membres du collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux élus au sein du collège.
- ◆ 3 membres du collège des représentants des usagers élus au sein du collège.
- ◆ 3 membres du collège des représentants de l'Etat désignés par le Préfet coordonnateur du SAGE.

Aucune autre remarque n'est formulée.

Des modifications sont apportées aux règles de fonctionnement pour prendre en compte les autres remarques. Monsieur le Président précise en effet qu'il semble intéressant d'inviter aux réunions de bureau les services des structures compétents en fonction des thèmes traités.

Les règles de fonctionnement modifiées en séance sont donc présentées au vote.

Rappel des règles de quorum

Monsieur le Président vérifie si le quorum est atteint pour cette séance :

40 présents / 6 mandats

La CLE étant composée de 54 membres, 36 membres présents ou représentés sont requis pour le quorum. Aussi, pour cette séance, le quorum des membres est atteint.

Modalités du vote

Monsieur le Président propose le vote à bulletin secret ou le vote à main levée. Aucune demande n'étant formulé pour un vote à bulletin secret, le vote est mis en œuvre à main levée.

Bilan du Vote

Les règles de fonctionnement sont adoptées à l'unanimité.

Rapport III : Election des membres du Bureau et des Vices Présidences

Elections des Vices Présidents

Il est ensuite procédé à l'élection des Vices présidences.

« L'élection des vice-présidents a lieu selon les mêmes modalités que celles de l'élection du président » (art. 4 des règles de fonctionnement).

« Il est élu par les membres du collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux. Le scrutin est majoritaire à deux tours et a lieu à bulletin secret. »

Candidats

Monsieur le Président interpelle l'assistance pour savoir si des candidats se manifestent. En tout état de cause, il propose les candidatures de M. BOSSARD et Mme CHARDON.

Il rappelle que Vendée Eau est un interlocuteur privilégié de la CLE vu la configuration du SAGE et la présence du complexe hydraulique de Mervent. A ce titre, la candidature de M. Bossard semble tout à fait opportune.

Mme CHARDON est, quant à elle, Vice Présidente depuis presque le début de l'élaboration du SAGE. Ces derniers acceptent de présenter leur candidature.

Modalités du vote

Le vote doit être mis en place à bulletin secret tel qu'exigé dans les règles de fonctionnement. Le collège des usagers et le collège de l'Etat ne participent pas au vote.

Pour le premier tour, sur le bulletin ne doit être noté qu'un nom de candidat qui sera ainsi le premier Vice Président.

Bilan du Vote

Nombre de votants : 23

Nombre de bulletins nuls : 0

M. Michel BOSSARD est élu Premier Vice-Président au premier tour (21 voix pour ; 2 voix pour Mme Chardon). Mme Chardon est donc élue Second Vice Présidente après accord de la CLE.

Election des membres du Bureau

Monsieur le Président rappelle que le Bureau est un organe qui assiste le Président dans la préparation des réunions (dossiers et séances pour la commission locale sur l'eau).

Selon les règles de fonctionnement qui viennent d'être adoptées, le bureau est composé de 13 membres :

- * 7 membres du collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux élus au sein du collège.
- * 3 membres du collège des représentants des usagers élus au sein du collège.
- * 3 membres du collège des représentants de l'Etat désignés par le Préfet coordonnateur du SAGE.

Candidats

Les deux vices présidents et le Président sont membres de droit du Bureau.

Monsieur le Président indique qu'il a reçu avant la réunion la candidature de M. Mallard (excusé aujourd'hui) pour faire partie du bureau en tant que membres du collège des usagers.

De plus, les structures suivantes sont proposées par M. le Sous Préfet de Fontenay le Comte et la DDTM 85 :

- DDTM de la Vendée,
- DREAL des Pays de la Loire,
- Agence de l'eau Loire-Bretagne

Mme Coirier, représentante du Sous Préfet, atteste cette décision.

Monsieur le Président précise que :

- Pour le collège des élus, il faut 4 personnes candidates au minimum

- Pour le collège des usagers, il faut 3 personnes candidates au minimum

Il rappelle les noms des personnes qui étaient membres du Bureau précédemment et propose de reconduire ces personnes.

Monsieur Berland annonce sa candidature.

Aussi, les candidats sont les suivants :

Collège 1	Nom du candidat	
1	Jean-Claude Richard	Président
2	Michel BOSSARD	1 ^{er} Vice Président
3	Christiane CHARDON	2 nd Vice Président
4	Yves BILLAUD	
5	Simon GERZEAU	
6	Joseph MARTINEAU	
7	Gilles BERLAND	

Monsieur le Président tient à remercier le travail réalisé par M. Gerzeau en tant que Président du Comité technique « Zones humides ».

Sans opposition de la CLE, le vote est réalisé à main levée. Les quatre candidatures sont acceptées.

Pour le Collège des Usagers, Monsieur le Président rappelle les organismes qui étaient représentés au sein du Bureau :

- La Chambre d'Agriculture
- La Fédération de pêche
- L'AVQV

Monsieur YOU, représentant de la LPO, propose sa candidature.

Les candidats sont les suivants :

Collège 2	Nom du candidat	
1	Serge GELOT	
2	Charles MALLARD	
3	René GRELIER	
4	Théophane YOU	

Ces candidats se présentent à la demande des membres de la CLE.

M. YOU représentante la LPO. La Ligue pour la Protection des Oiseaux travaille aussi sur les zones humides et c'est un sujet qui intéresse particulièrement l'association qui promeut la conservation de la biodiversité.

M. GELOT se présente et précise qu'il représente la profession agricole. Il indique qu'il est aussi très attentif au déroulement de l'étude des zones humides.

M. GRELIER est représentant de la Fédération de pêche de la Vendée. Deux axes de travail animent cette association : le développement de ce loisir et la protection du milieu aquatique. L'objectif est de travailler avec l'ensemble des partenaires notamment la reconquête de la qualité de la ressource.

M. SAVINEAU prend la parole pour présenter la candidature de M. MALLARD, excusé pour raisons de santé. Ce dernier est docteur vétérinaire retraité et fait partie de l'AVQV. Sa résidence principale est au Moulin de Crochet sur la commune de Pissotte sur les rives de la rivière Vendée.

Il est procédé à un vote à bulletin secret sachant qu'il y a 4 candidats pour 3 postes. Les participants au vote notent trois noms sur leur bulletin.

8 présents et 1 représentés soit **9 bulletins**

M. Grelier et M. Mallard sont élus au premier tour. M. GELOT et M. YOU sont ex aequo.

Il est procédé à un second tour pour les départager.

M. Gelot recueille 5 voix et M. YOU 4 voix.

Bilan du vote
Les membres du bureau sont :

Bureau de la CLE du SAGE du bassin de la rivière Vendée (Election du 29 octobre 2010)					
COLLEGE	PRENOM	NOM	REPRESENTANT DE	FONCTION(s)	
E L U S	Gilles	BERLAND	Association des Maires de Vendée	Maire de Vouant	
	Yves	BILAUD	Association des Maires de Vendée	Maire de Saint Michel le Cloucq	
	Michel	BOSSARD	Vendée EAU	Président du Syndicat Intercommunal d'Utilisation des Eaux de la Forêt de MERVENT, Maire de Nieul/l'Autise	1er Vice Président
	Christiane	CHARDON	Association des Maires de Vendée	Conseillère municipale à la Maire de Saint-Martin-des-Fontaines	2nd Vice Président
	Simon	GERZEAU	Association des Maires de Vendée	Maire de Longèves	
	Joseph	MARTINEAU	Syndicat Intercommunal des Communes Riveraines de la Vendée	Président du Syndicat Intercommunal des Communes Riveraines de la Vendée	
	Jean-Claude	RICHARD	Syndicat mixte du Marais poitevin, Vendée, Sèvre, Autize	Maire de Damvix, Président du Syndicat mixte du Marais poitevin, Vendée, Sèvre, Autize, Président de la Communauté de Communes Vendée-Sèvre-Autise	Président
U S A G E R S	Charles	MALLARD	Association Vendéenne pour la Qualité de la Vie	Membre de l'Association Vendéenne pour la Qualité de la Vie	
	René	GRELIER	Fédération de Vendée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Vendée	Vice Président de la Fédération	
	Serge	GELOT	Chambre d'Agriculture de la Vendée	Membre associé de la Chambre d'Agriculture de la Vendée	
E T A T	Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire ou son représentant				
	le Directeur de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne ou son représentant				
	le Directeur Départemental des Territoire et de la Mer de la Vendée ou son représentant				

Rapport IV : Désignation des représentants à la commission de coordination des trois SAGE (CC3S)

Le Comité de Bassin LOIRE-BRETAGNE a créé en 1999 une Commission de Coordination chargée de veiller à la cohérence des politiques proposées par les trois S.A.G.E. du Marais poitevin et de préparer les avis du Comité de Bassin relatifs à ces trois S.A.G.E. Chaque Commission Locale de l'Eau y est représentée par quatre membres désignés en son sein :

- **deux représentants du collège des élus,**
- **deux représentants des usagers.**

La commission de coordination des trois SAGE (Inter SAGE) a mené plusieurs études permettant de définir les enjeux communs aux trois SAGE :

- **l'amélioration de la qualité des eaux de surface** pour contribuer à une meilleure qualité des eaux littorales et à une amélioration des ressources en eaux potabilisables,
- **l'amélioration de la gestion quantitative** de la ressource en période d'étiage,
- **la protection des écosystèmes aquatiques et des milieux humides**, avec notamment la protection des populations piscicoles et la restauration de leur libre circulation,
- **la gestion équilibrée des niveaux d'eau dans les canaux et les rivières**, du point de vue des usages et des écosystèmes.

Cette Commission est présidée par le Préfet coordonnateur du Marais poitevin, préfet de la région Poitou-Charentes. Sa composition est établie par arrêté préfectoral.

Candidats

Le Président est membre de droit de la CC3S. Monsieur le Président propose de reconduire dans la mesure du possible les mêmes membres à la CC3S. Mme Chardon et M. Gelot acceptent la proposition.

M. GRELIER, nouveau membre, accepte de devenir représentant.

Bilan de la désignation

Les quatre membres de la CLE désignés pour siéger au sein de la CC3S sont :

- représentants du collège des élus,
 - M. **Jean-Claude RICHARD**, Président de la Commission locale de l'eau
 - Mme **Christiane CHARDON**, 2nd Vice-Présidente de la Commission locale de l'eau
- deux représentants des Usagers.
 - M. **Serge GELOT**, représentant de la Chambre d'agriculture de Vendée
 - M. **René GRELIER**, représentant de la Fédération de Vendée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

Rapport V : Introduction sur la politique de l'eau

Pour repartir sur de bonnes bases et avoir le même niveau d'information, il a été prévu à l'ordre du jour une intervention des services de l'Etat sur la politique de l'eau en France.

Ce court exposé est présenté par M. QUEMENER Jean Marie de la DREAL Pays de la Loire et par M. DUBOS Jean-Claude de l'Agence de l'eau Loire Bretagne.

Monsieur le Président leur laisse la parole.

M. Quemener (DREAL Pays de la Loire) explique que son intervention s'inscrit dans le contexte de renouvellement de la CLE.

Il présente le contexte réglementaire de la politique de l'eau en France. Cela permet de vérifier dans quel cadre intervient le SAGE.

Le diaporama projeté en séance est disponible en ANNEXE 3.

M. DUBOS propose à l'assemblée un diaporama sur l'intervention de l'Agence de l'eau Loire Bretagne pour la mise en place de cette politique de l'eau (cf. ANNEXE 4).

Questions

M. Savineau s'interroge sur la pollution provenant des stations d'épuration. On sait que les lagunes ne traitent pas le phosphore mais seulement les nitrates. Il tient donc à rappeler que les sources de pollution ne sont pas seulement d'origine agricole mais aussi domestique.

Rapport VI : Procédure d'approbation du SAGE Vendée

Présentation du projet de SAGE Vendée

Monsieur le Président précise que lors de la séance, il n'est pas prévu de refaire une présentation détaillée de l'ensemble des dispositions du projet de SAGE Vendée. Les nouveaux membres de CLE ont été destinataires du document (envoi postal le 21/10/2010).

L'animatrice est à leur disposition pour toute demande d'information sur la procédure ou le contenu du projet.

Monsieur le Président rappelle les faits marquants depuis le début de cette longue procédure. L'étude en vue de l'élaboration du SAGE, a été lancée en 2002 sous maîtrise d'ouvrage de l'IIBSN.

La procédure d'élaboration du SAGE comporte 3 phases distinctes.

- La phase d'élaboration a consisté en la réalisation d'un état des lieux réalisé en régie par l'IIBSN, validé par la CLE le 25 juillet 2003. Des groupes de travail ont été constitué afin de collaborer à un diagnostic. Ce dernier soumis à la CLE a été validé le 3 septembre 2004.
- La phase 2 « scénarios et stratégie » a permis, grâce encore à la collaboration de groupe de travail, d'identifier les scénarios d'évolution de la gestion de l'eau sur le périmètre. La stratégie a consisté à adopter un des scénarios (16 décembre 2005).
- La phase 3 est la phase de rédaction à proprement parler du SAGE au regard de la stratégie adoptée précédemment. Elle s'est déroulée de 2006 à 2008. Plusieurs versions intermédiaires ont été actées par la CLE.

La Commission Locale de l'Eau, dans sa réunion du 19 mars 2009, a validé le projet de SAGE (PAGD et Règlement) résultat de l'achèvement des 3 phases d'études.

Monsieur le Président précise que la séance est dédiée à l'organisation de la phase d'approbation du SAGE.

Conformément au décret du 10 août 2007, la procédure d'approbation du SAGE par le préfet compétent est en cours. La consultation des collectivités a eu lieu entre le 14 avril 2009 et 14 août 2009 et l'enquête publique du 14 juin 2010 au 30 juillet 2010.

Quelques rappels

Comme il était prévu dans l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique, celle-ci aurait dû se dérouler du 14 juin 2010 au 16 juillet 2010. Elle s'est effectivement terminée le 30 juillet 2010. La durée d'enquête a été globalement de 47 jours y compris avec la prolongation de 14 jours.

La commission d'enquête a décidé de prolonger la durée d'enquête suite au retard de la seconde parution dans la presse de l'avis d'enquête.

Monsieur le Président indique, qu'en début d'enquête, il a accompagné la commission d'enquête le 10 juin pour une sortie de « visite des lieux » comme pour toute enquête publique.

Les échanges leur ont permis de mieux appréhender l'ensemble de la politique de l'eau et des enjeux du périmètre.

Monsieur le Président attire l'attention des membres de CLE sur le fait qu'un courrier est parvenu au Président de la Commission d'enquête signifiant l'engagement de la CLE à modifier le SAGE pour le rendre compatible avec le SDAGE. Le Président de la Commission d'enquête a transmis ce courrier dans l'ensemble des registres de dépôt des avis. Il a apprécié cet engagement de la CLE.

Puis, avant la remise du rapport d'enquête, la commission d'enquête a fait part de ces premières conclusions.

Monsieur le Président laisse la parole à l'animatrice.

Avant d'établir le bilan de l'enquête, Laure THEUNISSEN commence par rappeler le coût de cette phase.

coût global de l'enquête publique

Coût global de l'enquête publique = **17 000 €**

Qui se décompose en :

10 000 € frais commission d'enquête

5 000 € frais de publicité

2 000 € reproduction des dossiers

Financement de l'Agence de l'eau Loire Bretagne 60%

Le solde reste à la charge à l'Institution, structure porteuse de la CLE.

Bilan de l'enquête publique

L'animatrice indique que la commission d'enquête a formulé un **avis favorable sous réserve de le rendre compatible avec le SDAGE**. Cette condition est incontournable pour que le projet de SAGE puisse être arrêté par le Préfet.

Peu de citoyens ont déposé au registre d'enquête. De ce fait, la commission d'enquête a jugé utile d'analyser l'ensemble des avis qui avaient été formulés lors de la phase de consultation.

Objectif	Sous-Objectif	compatibilité SDAGE (comité de bassin + avis de l'Autorité environnementale)	nombre de remarques formulées lors de l'enquête publique	remarques formulées lors de l'enquête publique
Objectif 1 -				
Objectif 2 -			10	réserve de substitution côte piézométrique
Objectif 3 -			1	connaissance des crues ; facteurs humains et éco
Objectif 4 -	Sous objectif 1 - Lutter contre la pollution par les nitrates et les matières phosphorées		2	STEP, PAZV, MAE
	Sous objectif 2 - Lutter contre la pollution par les pesticides		2	concentration ; diminution utilisation
	Sous objectif 3 - Lutter contre la pollution bactériologique			
	Sous objectif 4 - Assurer la reconquête de la qualité des eaux brutes pour l'alimentation en eau potable des populations			
Objectif 5 -	Sous objectif 1 - Préservation et reconquête des zones humides		4	définition ; démarche de concertation
	Sous objectif 2 - Bonne qualité écologique et piscicole des cours d'eau		2	effacement des ouvrages ; abreuvement du bétail
	Sous objectif 3 - Limiter l'impact des plans d'eau sur le milieu		1	gestion et création de plans d'eau
Objectif 6 -				

Le tableau, ci-dessus, présenté en séance, montre que certaines dispositions du projet de SAGE devront faire l'objet de modifications à la marge pour le rendre compatible avec le SDAGE.

L'autorité environnementale avait mis en évidence ces points et ils ont été repris par la commission d'enquête.

Une première analyse succincte permet d'évaluer le travail de mise à compatibilité à réaliser : du bleu, vert, jaune au rouge, le travail est du moins important au plus important.

Le tableau met bien en évidence les dispositions pour lesquelles de nombreuses remarques ont été exprimées (couleur rouge). L'objectif concernant la gestion quantitative est de ce niveau.

L'objectif concernant les inondations ne fera pas l'objet de beaucoup de changement. Il devra juste être vérifié que l'ensemble des dispositions sont bien prises dans le domaine de l'eau.

Pour l'objectif concernant la qualité, les dispositions du SDAGE qui demande au SAGE un certain nombre de réalisation devront être reprises explicitement.

Pour les zones humides, les dispositions en tant que telles sont tout à fait compatibles avec le SDAGE. Cependant, au moment de l'adoption du SAGE, le périmètre du SAGE ne sera pas couvert en inventaire. De ce fait, la CLE n'aura pas déterminé les ZHIEP et ZSGE. De même, pour les ouvrages hydrauliques, certains paramètres ne seront pas quantifiés avant l'adoption du SAGE mais l'établissement de ces éléments doit faire l'objet d'un engagement de la CLE.

Seulement 14 interventions ont été portées au registre d'enquête. Ces interventions ont été formulées par des organismes et associations. Elles concernent avant tout l'objectif sur la gestion quantitative (réserve de substitution et côtes piézométriques).

Les organismes agricoles se sont aussi exprimés sur le thème des zones humides.

D'autres points ont fait l'objet de remarques : objectif de qualité de l'eau, compensations, ouvrages hydrauliques (effacement), plan d'eau, crue ...

Le Président de la Commission d'enquête précisait que les enjeux de ce dossier sont denses et complexes. La phase de consultation des collectivités avait déjà mis en évidence un nombre important de remarques. Le dossier est d'autant plus délicat que certaines grandes collectivités ont émis un avis défavorable.

Des réserves sont donc exprimées sur le « fond ». C'est le cas aussi de l'autorité environnementale.

La commission d'enquête s'est donc attachée à prendre en compte tous les avis. Dans sa méthode, elle a mis en évidence les thèmes du SAGE qui :

- Devaient être modifiés de façon incontournable
- Les modifications mineures (sans engager d'études)
- Les points qui ne sont pas possibles de modifier avant approbation pour des raisons techniques

Les points incontournables concernent avant tout les points de cohérence avec le SDAGE et les aspects juridiques.

La commission d'enquête a aussi mis en évidence des réserves autres et a formulé des recommandations :

- Vérifier la fragilité du projet au plan juridique (nomenclature loi sur l'eau et domaine de l'eau, ...)
- Améliorer l'évaluation économique du SAGE
- Ne pas promouvoir une révision du SAGE pour 2012

Monsieur le Président précise qu'il a été demandé au préfet coordonnateur des 3 SAGE qu'il y ait une réunion dans les meilleurs délais avec les Présidents et animateurs de CLE pour harmoniser les SAGE.

Mme GENIN, Préfecture Poitou-Charentes, répond au Président en précisant que la CC3S n'a pas encore été recomposée car les deux autres CLE n'ont pas encore élu leur Président. Une CC3S est programmée en fin d'année 2010 ou début d'année 2011.

M. Gerzeau note que la commission d'enquête a bien compris que 10 années étaient suffisantes pour écrire le SAGE. Mais il rappelle que l'un des débats qui a animé cette élaboration était d'évaluer l'impact du SAGE et du SDAGE sur les activités économiques.

Une étude d'impact économique a été présentée récemment et elle a démontré l'effet défavorable sur les activités économiques.

M. Gelot souligne que c'est le rôle de la CC3S de mettre en conformité les 3 SAGE. Il lui semble que les 3 SAGE du Marais poitevin ne sont pas au même niveau. Le projet de SAGE Sèvre niortaise Marais poitevin est sans doute très vertueux mais va bien au delà du SDAGE.

Le SAGE est un outil d'Etat mais pourquoi le mettre au delà du SDAGE ?

Monsieur le Président précise qu'il est préférable dans un premier temps de faire le point avec les autres Présidents de CLE. La CC3S interviendra ensuite.

Mme GENIN tient à préciser que le comité de bassin a aussi rendu un avis favorable sur le projet de SAGE Sèvre niortaise Marais poitevin. L'articulation est donc complexe entre les 3 SAGE.

Il est précisé que les 3 SAGE du Marais poitevin sont mis à l'enquête dans la même période et selon la même procédure. Les avis sont les suivants :

- **Lay**

Un avis défavorable à l'approbation du projet du SAGE du bassin du Lay soumis à la présente enquête publique **sauf si** :

1. Le projet qui sera soumis à l'approbation du préfet de la Vendée comporte, dans son schéma de plan d'aménagement et de gestion durable, l'ensemble des dispositions qui font l'objet de l'article 7C.4 du SDAGE approuvé le 18 novembre 2009.
2. la CLE adopte un nouveau règlement beaucoup plus drastique et d'une portée juridique plus vaste que les règles qui figurent dans le projet de règlement adopté le 6 février 2008.

- **Sèvre niortaise Marais poitevin**

Un avis favorable

Définition du calendrier d'approbation du SAGE

Monsieur le Président propose le calendrier de travail suivant. Des échéances électorales (cantonales) de mars 2011 interrompent les activités de la commission locale de l'eau en mars 2011 et un mois avant (période de réserve).

Le but est une adoption du projet de SAGE par la CLE début février 2011.

- **Bureau de CLE**

Le 13 décembre 2010 à Saint Michel le Cloucq à 14h30

Ordre du jour prévisionnel

Bilan de l'analyse juridique

Proposition de modifications pour la CLE

Vérification de la nécessité de l'intervention d'un prestataire de service

- Travail de finalisation du document janvier 2011 cellule animation du SAGE

- **CLE d'adoption du SAGE**

Le 31 janvier 2011 14h00

Ordre du jour prévisionnel

Bilan de l'analyse juridique

Proposition de modifications

Vote pour adoption du SAGE

Réécriture juridique avec accompagnement des Services de l'Etat

Monsieur le Président rappelle que la CLE avait envisagé l'appui d'un cabinet juridique pour faire ce travail. Une autre alternative est proposée.

Les services de l'Etat pourraient d'assister la cellule animation du SAGE pour le travail de réécriture. Normalement, il ne s'agit pas d'une remise en cause des dispositions mais d'un travail d'écriture juridique.

M. Quemener de la DREAL Pays de la Loire est missionné pour cet appui aux CLE. Ce dernier insiste sur le fait que l'exercice d'écriture va s'atteler à vérifier la compatibilité et non la conformité du SAGE avec le SDAGE. La philosophie du document ne sera pas modifiée. Par contre, le nécessaire doit être réalisé pour éviter une mise en révision du SAGE pour 2012.

Une réunion de travail est d'ores et déjà programmée pour le mois de novembre 2011.

De plus, la relecture va aussi avoir un œil attentif sur la portée juridique du document et la valeur juridique de l'écriture. La sécurité juridique doit être mise en œuvre.

Il s'engage à expliquer à la CLE les modifications qui auront été opérées.

Monsieur le Président accepte cette proposition et prévoit son intervention pour le Bureau de la CLE du 13 décembre 2010.

Rapport VII : Point d'avancement du dossier « zone humide »

Monsieur le Président laisse la parole dans un premier temps à M. GERZEAU, Président du comité technique « zones humides » puis à M. Souchet, député de la Vendée et Président de l'IIBSN. En séance, il a été remis la plaquette d'information (cf. ANNEXE 5) ainsi qu'une note d'avancement des inventaires (cf. ANNEXE 6).

M. Gerzeau rappelle que le dossier avance grâce à une bonne collaboration avec l'IIBSN. Il remercie le Président de la CLE pour avoir établi ces relations favorables. Il estime que l'inventaire des zones humides peut se développer dans des conditions convenables.

Le principe a été admis que toutes les communes suivaient la même méthode. Pour animer la démarche l'IIBSN apporte son appui. Cette méthode établit des priorités pour l'inventaire à l'échelon communal.

Il y a des communes dites « prioritaires », « secondaires » et « non prioritaires ». Cette hiérarchisation vient du fait schématiquement qu'il y ait des zones avec des enjeux plus ou moins importants en fonction du territoire.

Un autre principe retenu, l'inventaire est fait sous la houlette du maire accompagné d'un groupe de travail qui comprend un certain nombre de représentants des différents partis intéressés. Le maire est en charge de l'établissement de cette commission et de son animation.

Quelques difficultés ont pu apparaître mais ce qui apparaît clairement c'est que l'inventaire des zones humides est obligatoire. La meilleure façon de le mettre en œuvre était bien qu'il soit réalisé localement et non pas imposé.

Aujourd'hui, quelques communes prioritaires qui ont été inventoriées ; M. Gerzeau rappelle aux communes la possibilité de se raccrocher à une délégation de maîtrise d'ouvrage qui sera tenue par l'IIBSN. Ce regroupement permet plus facilement d'obtenir des financements. Le cas des communes qui ont un PLU en cours d'élaboration a été pris en compte pour que ces communes soient réalisées en premier.

M. Gerzeau conclue son intervention en émettant une observation sur le financement des inventaires. En tant que Président du comité technique « zones humides » mais aussi en tant que Maire d'une commune non prioritaire, il estime que le système de financement n'est pas celui escompté à l'origine du projet. Ce système reprend la hiérarchisation des communes. L'agence de l'eau n'apporte pas de soutien aux communes dites « non prioritaires ». Cette intervention est arbitraire et discriminatoire. Toutes les communes ont l'obligation de faire cet inventaire.

Le représentant de l'AELB précise que les interventions financières sont faites selon des règles. Le dossier sera étudié en interne.

M. Souchet intervient. Il indique que M. Gerzeau vient de rappeler les points méthodologiques. Le 17 mai dernier, le chargé de mission « zones humides » a présenté les grands traits de cette méthodologie, M. Gerzeau a insisté sur des points qui sont des points majeurs : la hiérarchisation, le rôle du maire et du groupe de travail et le fait que ces inventaires soient établis localement.

M. Souchet souhaite apporter quelques précisions sur le déroulement d'ensemble de l'opération. Après la CLE du 17 mai, un mois plus tard, le 17 juin, le conseil d'administration de l'IIBSN a adopté le principe de la délégation de maîtrise d'ouvrage à travers laquelle les communes confient à l'IIBSN la consultation pour le choix d'un prestataire et l'instruction des demandes de subventions.

C'est évidemment le fait que les communes soient regroupées à travers cette délégation de maîtrise d'ouvrage qui permet notamment d'obtenir des subventions de l'agence de l'eau. Ensuite, M. Souchet rappelle qu'un courrier co-signé avec le Président de la CLE qui a été envoyé début juillet à tous les maires concernés. Il informait les communes des possibilités d'intervention de l'IIBSN.

Des communes ont répondu pendant l'été. 5 communes dites « non prioritaires » sont concernées.

Le 28 octobre 2010, le conseil d'administration de l'IIBSN a validé, à La Rochelle, la liste des communes de ce lot SAGE Vendée (5 communes) et les montants financiers.

M. Souchet complète l'information sur ces montants financiers.

Actuellement le mode de financement est le suivant : les communes « secondaires » peuvent prétendre à 80% de subvention (50% FEDER 30% AELB)

En revanche pour les communes « non prioritaires », l'agence n'intervient pas à partir de critères qui restent difficiles à comprendre sur lesquelles on aimerait être éclairés.

Ces communes ne peuvent prétendre qu'à 50% de subventions du FEDER. Le conseil général de la Vendée pour compenser cette absence d'intervention de l'agence pour le moment a décidé d'apporter à ces communes 10% de subvention ce qui leur permet d'obtenir au jour d'aujourd'hui 60% de subvention.

Les dossiers de demande de subvention ont été envoyés à l'agence.

M. Souchet insiste sur ce point des financements et demande au comité de bassin de revoir son taux de subventionnement. Le travail à faire sur les communes « non prioritaires » est aussi important que sur les autres communes. On ne comprend pas cette différence de traitement.

Il demande de relayer cette préoccupation auprès du comité de bassin.

Dès que l'IIBSN recevra la notification de subventions de l'agence, la demande de subvention pour le FEDER sera faite.

Les communes vont être informées la semaine prochaine du choix du prestataire et l'IIBSN va prendre contact avec tous les maires concernés pour fixer les premiers RDV avec l'IIBSN et avec le prestataire.

Les premiers inventaires vont pouvoir démarrer dès novembre.

La priorité sera donnée aux communes qui sont en cours d'élaboration de document d'urbanisme.

En parallèle l'IIBSN travaille avec les communes prioritaires (8 communes concernées). Un certain nombre de communes sont en attente car l'IIBSN intervient sur les deux SAGE.

La même priorité est appliquée à savoir si la commune a un PLU en cours d'élaboration.

M. Souchet se félicite de voir que le calendrier est tenu. L'IIBSN marque un engagement fort auprès des communes. L'exercice est lourd et complexe, une commune seule ne peut l'assurer qu'avec difficultés.

Monsieur le Président remercie M. Souchet de son intervention.

Rapport VII : Questions diverses

Présence au comité de bassin

Monsieur le Président indique qu'il a assisté au comité de bassin Loire Bretagne le 5 octobre 2010. Les règles de financement des réserves de substitution ont été examinées par ce comité suite à une proposition formulée par le conseil d'administration de l'Agence de l'Eau.

Pour toute information sur ce point les délibérations du conseil d'administration de l'Agence sont disponibles sur le site suivant :

http://www.eau-loire-bretagne.fr/agence_de_leau/conseil_dadministration/deliberations/DelibCA_05-10-10.pdf

Réforme du classement des cours d'eau (« Liste 1-2 »)

Pour information, la DREAL Pays de la Loire et la DDTM 85 ont organisé le 8 juin 2010 une réunion sur la réforme du classement des cours au titre du L-214-17 du code de l'environnement (la même réunion a eu lieu en Deux Sèvres).

Cette réunion lançait la phase de concertation sur le classement.

Il a été demandé aux commissions locales de l'eau de vérifier la pertinence des projets de classement et d'organiser une concertation locale.

Deux réunions ont permis de recueillir des avis des acteurs locaux sur le périmètre du SAGE Vendée :

- Réunion du Syndicat Mixte du Marais Poitevin - Bassin Vendée Sèvre Autizes le 8 octobre 2010
- Réunion organisée à Pissotte pour la CLE Vendée avec quelques acteurs locaux le 12 octobre 2010

La CLE n'a pas été officiellement consultée sur les propositions formulées mais une réponse était exigée avant le 15 octobre 2010. Aussi, une proposition de classement a été communiquée aux deux directeurs de la DDT(M) concernées par le périmètre du SAGE Vendée. Le courrier remis en séance permet de tenir informer les membres de CLE du contenu de la réponse technique. (cf .ANNEXE 7)

Apparemment une seconde phase de consultation aura lieu. Espérant qu'elle se réalise dans des meilleurs délais, la Commission Locale de l'Eau pourra valablement débattre sur son contenu.

M de Guerry précise qu'une réunion de restitution a eu lieu le 25 octobre 2010. Une grande partie des demandes a été prise en compte présent. Les propositions devaient être formulées officiellement avant le 15 octobre 2010 mais les observations peuvent encore être prises en compte.

Information sur la masse d'eau Vendée

Les 3 communes riveraines de la masse d'eau Vendée ont exprimé à plusieurs reprises en 2010 leur intérêt pour mettre en place un programme de restauration de la rivière (programme de type contrat territorial).

Une réunion avec l'ensemble des conseillers municipaux des communes de Pissotte, Fontenay le Comte et l'Orbrie est prévue le 30 novembre 2010 à Pissotte. Ce sera l'occasion de débattre sur l'opportunité et la nécessité de bâtir ce type de programme sur cette masse d'eau.

Questions

M. Grelier intervient auprès M. Souchet pour avoir une information sur la mise en place de l'établissement public du Marais poitevin. Il pose aussi une question à Mme la Conseillère général sur un dossier se situant à l'aval de Fontenay le Comte.

M. Souchet répond à la question. Les décrets d'application de la loi Grenelle II sont en cours d'élaboration. Ce dernier en profite pour donner une information à l'assemblée. L'Etat a décidé du transfert du domaine public fluvial pour le 1^{er} janvier 2012. Pour le bassin de la Sèvre, deux candidatures s'étaient manifestées : le Parc inter régional du Marais poitevin et l'IIBSN. Le 14 octobre dernier, Madame la Préfète des Deux Sèvres et le préfet de bassin ont réuni l'ensemble des interlocuteurs à Niort. Il n'est fait nul doute que ce dossier va renforcer le poids de l'Institution comme acteurs majeurs du bassin. Dans les faits l'IIBSN fonctionnait déjà par convention avec l'Etat pour

l'ensemble des travaux. Mais un pas est pris, le transfert sera complet c'est-à-dire des services et du personnel.

Mme Chatevaire prend la parole pour répondre à la deuxième question. La voie verte le long de la rivière Vendée. Une réunion a eu lieu en juillet. Suite aux remarques formulées par les différents acteurs (association foncière, agriculteur, pêcheur), il a été demandé que ces remarques soient transmises par écrit. Une nouvelle réunion sera l'occasion d'échanges et de faire le point.

Levée de la séance

Monsieur le Président remercie les membres de la CLE de leur présence et M. le Maire pour son accueil.

Il rappelle la date de la réunion de bureau du 13 décembre 2010 à 14h30 à Saint Michel le Cloucq.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Monsieur le Président propose aux membres de se diriger vers la salle en dessous où on les attend un apéritif suivi d'un repas.

*_*_*_*

Le Président de la CLE du SAGE Vendée

Jean-Claude RICHARD



Annexes

ANNEXE 1.	Diaporama présentée en séance (38 diapositives).....	18
ANNEXE 2.	Règles de fonctionnement de la CLE du SAGE Vendée	19
ANNEXE 3.	Diaporama « Politique de l'Eau » projeté en séance par la DREAL Pays de la Loire .	20
ANNEXE 4.	Diaporama « Politique de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne » projeté en séance par l'Agence 21	
ANNEXE 5.	Plaquette d'information sur le dossier « zones humides »	22
ANNEXE 6.	Note d'avancement des inventaires zones humides.....	23
ANNEXE 7.	Courrier adressé aux directeurs de la DDT (m) 79 et 85 concernant la réforme du classement des cours d'eau.....	24

ANNEXE 1. Diaporama présentée en séance (38 diapositives)



I.I.B.S.N.

Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la rivière Vendée

Ordre du jour

- Approbation du compte-rendu de la réunion de la CLE du 17 mai 2010
- Adoption des règles de fonctionnement
- Election des membres du Bureau et des Vices Présidences
- Désignation des représentants à la commission de coordination des trois SAGE (CC3S)
- Introduction sur la politique de l'eau :
 - Interventions de partenaires: Etat, Agence de l'Eau Loire Bretagne
- Bilan de la procédure d'approbation du projet de SAGE Vendée
 - Présentation du projet de SAGE Vendée
 - Bilan de l'enquête publique
 - Définition du calendrier d'approbation du SAGE
 - Réécriture juridique avec accompagnement des Services de l'Etat
- Point d'avancement du dossier « zone humide »
 - Composition du comité technique
- Questions diverses

Préambule

• Nouveaux membres de CLE :

Collège des usagers

- Sèvre Environnement représenté par JUTEL Jacques
- Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Sèvre et Bocage représenté par DESNOUHES Laurent

Collège de l'Etat

- Préfecture de la Région Poitou-Charentes
- Office National des Forêts Centre Ouest Auvergne Limousin Agence régionale Pays-de-la-Loire
- DREAL Poitou Charentes

• Nouveaux élus

- GOICHON Claudine Conseil régional des Pays de la Loire
- BREGEON Emile Conseil Régional de Poitou-Charentes
- DEVILLE Patrick Syndicat Mixte du Parc Interrégional du Marais Poitevin



Approbation du compte-rendu de la réunion de la CLE du 28 avril 2009

- CLE du 28 avril 2009
 - Compte rendu envoyé le **12 mai 2010** par voie postale, le 21 octobre 2010 par mail

Adoption des règles de fonctionnement

Adoption des règles de fonctionnement

- Projet envoyé aux membres le 6 octobre 2010

Adoption des règles de fonctionnement

- Contenu du projet de règles de fonctionnement

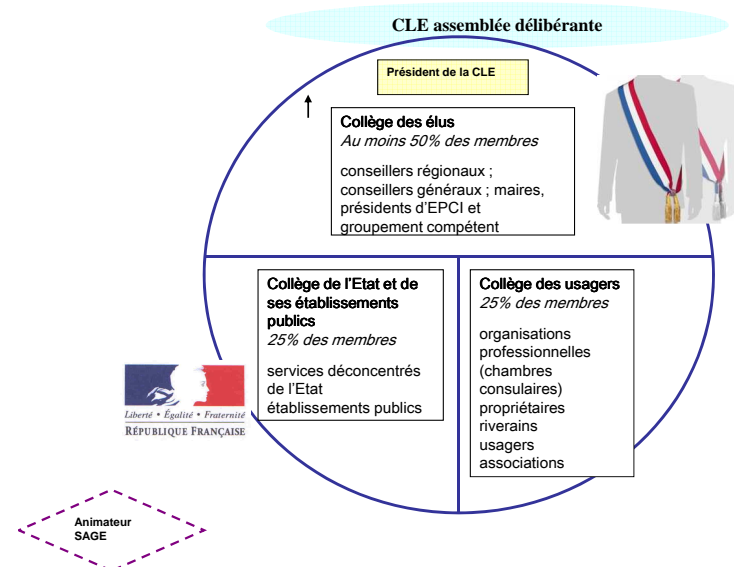
ARTICLE 1 – LES MISSIONS DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU	1
ARTICLE 2 - MEMBRES DE LA COMMISSION	2
ARTICLE 3 – SIEGE	2
ARTICLE 4 - LE PRESIDENT	2
ARTICLE 5 - FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU	3
ARTICLE 6 – BUREAU	4
ARTICLE 7 - GROUPE DE TRAVAIL TECHNIQUE ET COMMISSIONS	4
ARTICLE 8 - COMMISSION DE COORDINATION DES SAGE MARAIS POITEVIN ET ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ETAT « MARAIS POITEVIN »	5
ARTICLE 9 - MAITRISE D'OUVRAGE DES ETUDES, DES DOCUMENTS DU SAGE ET DES ANALYSES THEMATIQUES	5
ANNEXE note de cadrage	
ARTICLE 10 – GESTION FINANCIERE	5
ARTICLE 11 – MISE EN ŒUVRE ET SUIVI	6
ARTICLE 12 – REVISION DU SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX	6
ARTICLE 13 – MODIFICATION DES REGLES DE FONCTIONNEMENT	6
ARTICLE 14 – COMMUNICATION	6

Fonctionnement de la CLE

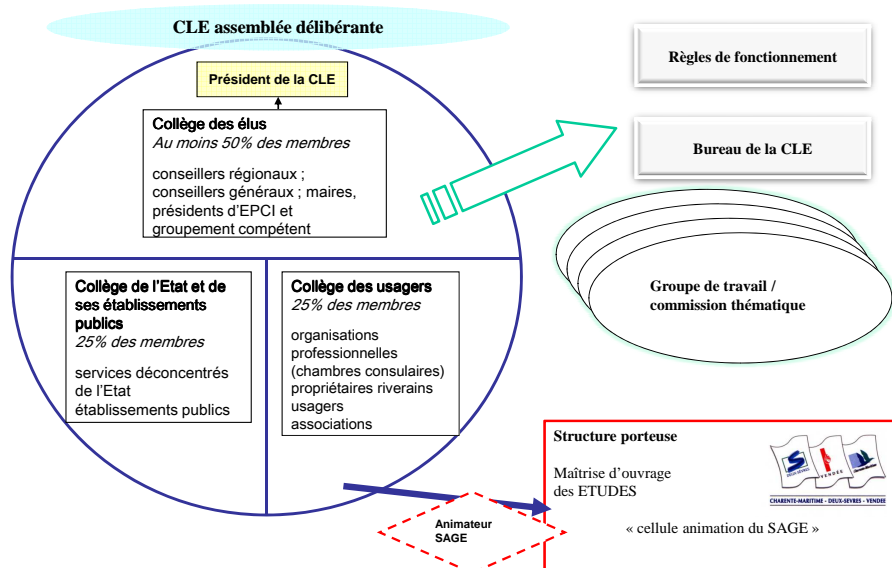
- Son président est nécessairement un élu
- Elle définit ses règles de fonctionnement
- Délibérations prises à la majorité des membres présents ou représentés
- Quorum des 2/3
 - Règles de fonctionnement
 - Adoption du projet de Sage avant les consultations
 - Adoption du projet après consultations et enquête
 - Modification ou révision du Sage

20 mai 2008

La Commission Locale de l'Eau



La Commission Locale de l'Eau



Liste des invités



- Chambres d'agriculture
- CLE SAGE du LAY / CLE SAGE SNMP
- Communautés de Communes
- Conseil Généraux
- Conseil Régionaux
- Fédération de Vendée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique
- GEDA Fontenay le Comte
- Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre niortaise
- ONEMA Délégation interrégionale de Bretagne, Pays de Loire brigade 85
- SAUR
- Sous Préfecture de Fontenay le Comte
- Syndicat départemental d'alimentation en eau potable de Vendée (Vendée Eau)
- Syndicat des Eaux de Gâtine
- Syndicat mixte du Marais poitevin - bassins de la Vendée, de la Sèvre et des Autizes
- Syndicat Mixte du Parc Interrégional du Marais Poitevin

Remarques formulées par les membres de CLE

DDTM 85	Article 6	6/3/3 <small>Afin de rester dans des proportions cohérentes avec celles de la CLE, il serait souhaitable que le collège 3 ait trois représentants (DDTM de la Vendée, DREAL des Pays de la Loire, Agence de l'eau Loire-Bretagne, vraisemblablement ; à défaut de place suffisante pour intégrer l'ONEMA). Ainsi, la ventilation 6/3/3 serait plus proche des 50 %/25 %/25 % attendue. Par ailleurs, dans cette période d'approbation et de révision du SAGE, l'intégration de ces 3 services de l'Etat aux sensibilités différentes et aux missions complémentaires est un atout à ne pas négliger.</small>
Préfecture de Vendée	Article 6	<small>Souhaiter 3 représentants de l'Etat :</small> DREAL PDL DDT 85 AELB
ONEMA	Article 6	<small>En raison du faible nombre de représentants de l'Etat possible dans le bureau (3), l'ONEMA n'en fait pas partie. Pour pouvoir éventuellement y contribuer quand sont abordées des questions spécifiques qui sont de sa compétence, serait-il possible de préserver cette possibilité, en permettant au bureau (ou au président) d'inviter en tant que de besoin une ou plusieurs personnes qualifiées (experts) quand l'ordre du jour le justifie ?</small>
M. BREGEON (excusé)	Article 6	5/5/2 <small>En tant que conseil régional, nous souhaitons que la parité soit respectée entre le collège des représentants des collectivités territoriales et les représentants des usagers soit 5 membres collectivités territoriale et 5 membres pour les usagers pour l'élection du bureau.</small>
Mme Chardon	Article 6	<small>Reprendre la composition</small> 6 / 3 / 3
M. Deville	Article 6	<small>"Le bureau peut recevoir délégation....."</small> Les conditions de la délégation ne sont pas précisées.
M. Deville	Article 5	<small>* Note de cadrage des relations</small> Diffusion des documents. <small>"les procès verbaux sont diffusibles....."</small> <small>Ces procès verbaux doivent être diffusés et mis en ligne de même que les études et documents.</small>

Modifications ...



Election des membres du Bureau et des Vices Présidences

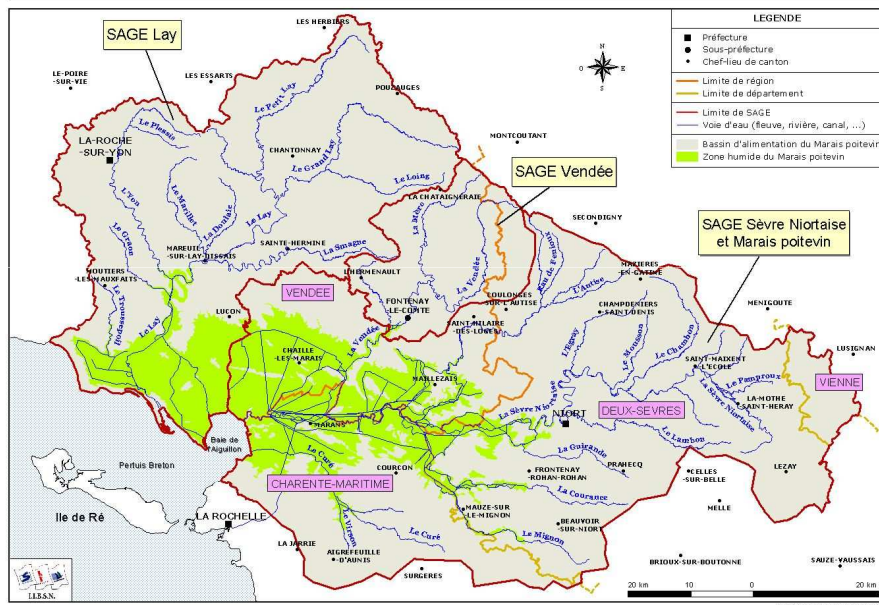
- 7 membres du collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux élus au sein du collège.
- 3 membres du collège des représentants des usagers élus au sein du collège.
- 3 membres du collège des représentants de l'Etat désignés par le Préfet coordonnateur du SAGE.

Désignation des représentants à la commission de coordination des trois SAGE (CC3S)

Le SDAGE Loire Bretagne



LES SCHEMAS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN VERSANT DU MARAIS POITEVIN ET DE LA BAIE DE L'AIGUILLON

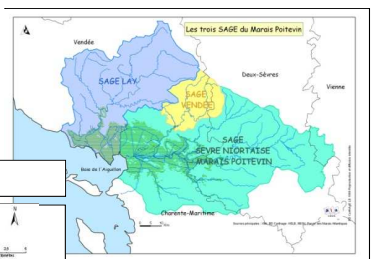


Périmètre du SAGE

Le SDAGE Loire Bretagne



Le Marais poitevin et 3 SAGE



Le SAGE Vendée





Désignation des représentants à la commission de coordination des trois SAGE (CC3S)

- représentants du collège des élus
- deux représentants des usagers



Introduction sur la politique de l'eau



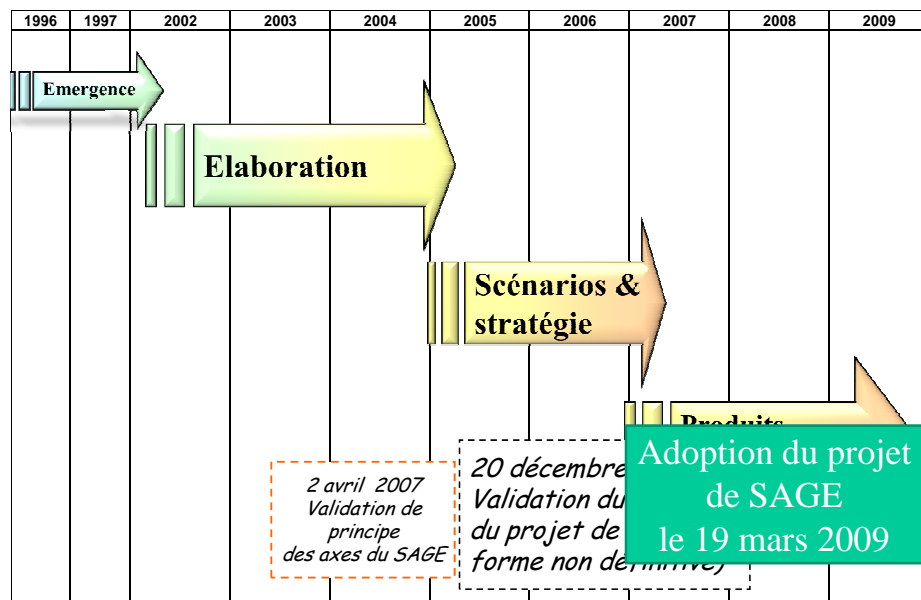
Introduction sur la politique de l'eau

- Interventions de partenaires
 - Etat
 - Agence de l'Eau Loire Bretagne

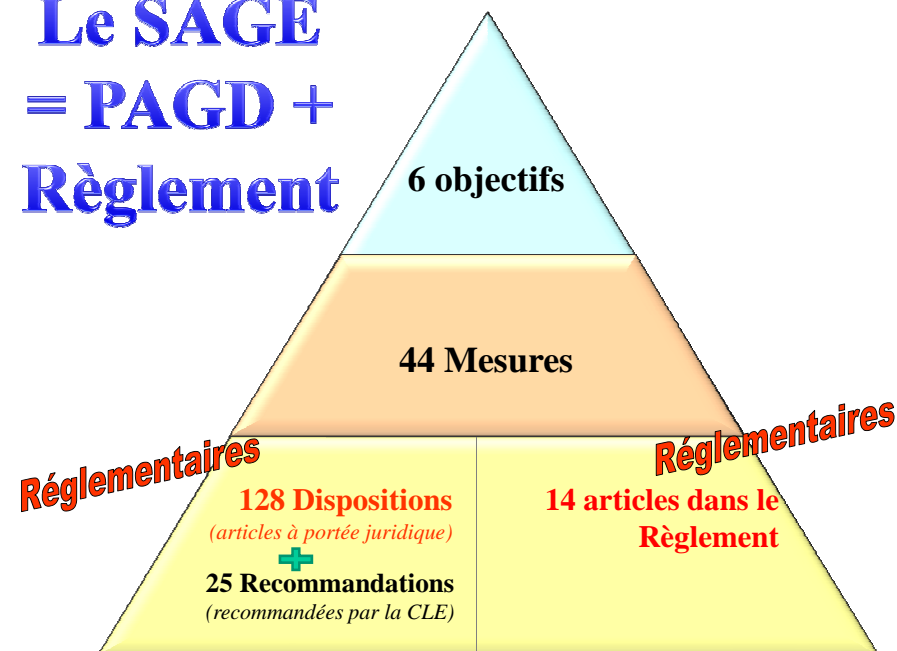


Bilan de la procédure d'approbation du projet de SAGE Vendée

Calendrier d'élaboration



**Le SAGE
= PAGD +
Règlement**



Bilan de l'enquête publique du projet de SAGE Vendée

- 14 juin 2010 au 30 juillet 2010
- 10 juin 2010 sortie de « visite des lieux » avec la commission d'enquête
-

Coût global de l'enquête publique

- **17 000 €**
 - 10 000 € frais commission d'enquête
 - 5 000 € frais de publicité
 - 2 000 € reproduction des dossiers
- Financement de l'Agence de l'eau Loire Bretagne 60%
- Reste à la structure porteuse de la CLE

Avis rendu par la commission d'enquête

avis **favorable** sous réserve de le rendre compatible avec le SDAGE

Objectif	Sous-Objectif	compatibilité SDAGE (comité de bassin + avis de l'Autorité environnementale)	nombre de remarques formulées lors de l'enquête publique	remarques formulées lors de l'enquête publique
Objectif 1 -				
Objectif 2 -			10	réserve de substitution côte piézométrique
Objectif 3 -			1	connaissance des crues ; facteurs humains et éco
Objectif 4 -	Sous objectif 1 - Lutter contre la pollution par les nitrates et les matières phosphorées		2	STEP, PAZV, MAE
	Sous objectif 2 - Lutter contre la pollution par les pesticides		2	concentration ; diminution utilisation
	Sous objectif 3 - Lutter contre la pollution bactériologique			
	Sous objectif 4 - Assurer la reconquête de la qualité des eaux brutes pour l'alimentation en eau potable des populations			
Objectif 5 -	Sous objectif 1 - Préservation et reconquête des zones humides		4	définition ; démarche de concertation
	Sous objectif 2 - Bonne qualité écologique et piscicole des cours d'eau		2	effacement des ouvrages ; abreuvement du bétail
	Sous objectif 3 - Limiter l'impact des plans d'eau sur le milieu		1	gestion et création de plans d'eau
Objectif 6 -				

Bilan de l'enquête publique du projet de SAGE Vendée

- Analyse de l'ensemble des avis recueillis = consultation + enquête publique
- Formulation de recommandations : 3 niveaux
 - Les points qui devaient être modifiés de façon incontournable
 - Les modifications mineures
 - Les points qui ne sont pas possibles de modifier avant approbation pour des raisons techniques

Bilan de l'enquête publique du projet de SAGE Vendée

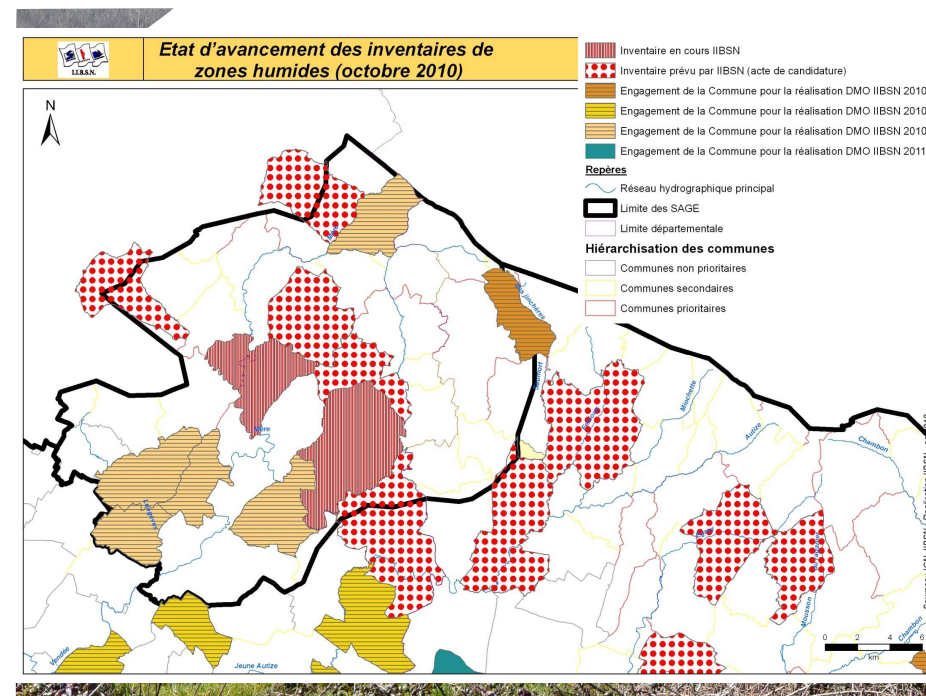
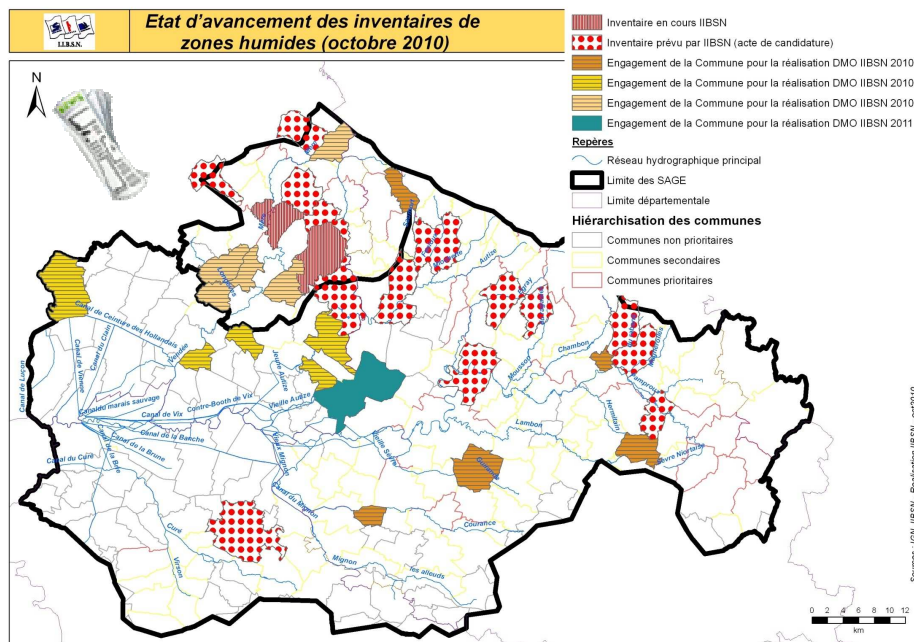
- Recommandations sur :
 - Fragilité du projet au plan juridique
 - Évaluation économiqmiu du sage à conforter
 - Révision du SAGE en 2012

calendrier de travail

- Objectif : adoption du SAGE par la CLE début **février 2011**
- Travail Etat / cellule animation du SAGE
- **Bureau de CLE**
13 décembre 2010 à Saint Michel le Cloucq **14h30**
- **CLE d'adoption du SAGE**
31 janvier 2011 **14h00** (lieu à confirmer)



Point d'avancement
du dossier
« zone humide »





Questions diverses



Questions diverses

- Présence au comité de bassin
- réforme du classement des cours au titre du L-214-17 du CE
- Information sur la masse d'eau Vendée



Programme d'après midi



Organisation du repas et de l'après midi

- Visite des infrastructures du barrage de Mervent et de l'usine d'eau potable



ANNEXE 2. Règles de fonctionnement de la CLE du SAGE Vendée

SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

DU BASSIN DE LA RIVIERE VENDEE

REGLES DE FONCTIONNEMENT

DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU

(en application de l'article R.212-32 du Code de l'Env.)

ARTICLE 1 – LES MISSIONS DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU.....	1
ARTICLE 2 - MEMBRES DE LA COMMISSION	2
ARTICLE 3 – SIEGE	2
ARTICLE 4 - LE PRESIDENT	2
ARTICLE 5 - FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU	3
ARTICLE 6 – BUREAU	4
ARTICLE 7 - GROUPE DE TRAVAIL TECHNIQUE ET COMMISSIONS.....	4
ARTICLE 8 - COMMISSION DE COORDINATION DES SAGE MARAIS POITEVIN ET ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ETAT « MARAIS POITEVIN »	4
ARTICLE 9 - MAITRISE D'OUVRAGE DES ETUDES, DES DOCUMENTS DU SAGE ET DES ANALYSES THEMATIQUES	5
ARTICLE 10 – GESTION FINANCIERE	5
ARTICLE 11 – MISE EN ŒUVRE ET SUIVI	5
ARTICLE 12 – REVISION DU SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX	6
ARTICLE 13 – MODIFICATION DES REGLES DE FONCTIONNEMENT	6
ARTICLE 14 – COMMUNICATION	6

ARTICLE 1 – LES MISSIONS DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU

Les missions de la Commission Locale de l'Eau (CLE) sont l'élaboration, la révision et le suivi de l'application du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la rivière Vendée. La CLE est également consultée pour information ou avis dans le cadre de différentes procédures réglementaires ou partenariales.

Elaboration ou révision du SAGE

A cet effet, la Commission élabore un dossier dont la composition est fixée à l'article R.212-40-2 du code de l'environnement (rapports, documents graphiques et avis) et le soumet à l'approbation de l'autorité préfectorale.

La CLE :

- ◆ dynamise le processus d'élaboration ou de révision du SAGE,
- ◆ définit les axes de travail,
- ◆ consulte les partenaires institutionnels et les autres parties prenantes du territoire,
- ◆ élabore, construit et rédige les documents du SAGE.

Mise en œuvre et suivi

La CLE est chargée de veiller à l'application opérationnelle des orientations du SAGE et de suivre la mise en œuvre du programme d'actions.

En ce sens, elle :

- ♦ organise le suivi du SAGE,
- ♦ promeut et vulgarise les mesures et dispositions préconisées dans le SAGE par une communication adaptée,
- ♦ facilite les adaptations et les révisions ultérieures.

Le suivi de l'application du SAGE est effectué grâce à un tableau de bord validé par la CLE.

ARTICLE 2 - MEMBRES DE LA COMMISSION

La durée du mandat des membres de la Commission Locale de l'Eau, autres que les représentants de l'Etat, est de six années. Ils cessent d'en être membres s'ils perdent les fonctions en considération desquelles ils ont été désignés.

En cas d'empêchement, un membre peut donner mandat à un autre membre du même collège. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Les fonctions des membres de la Commission Locale de l'Eau sont gratuites.

ARTICLE 3 – SIEGE

Le siège de la Commission Locale de l'Eau est fixé à :

Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise
Maison du Département,
BP 531, 79021 NIORT Cedex.

ARTICLE 4 - LE PRESIDENT

Le Président de la Commission Locale de l'Eau est élu pour la durée du mandat de la CLE par les membres du collège des représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux lors de la première réunion constitutive de la Commission. Il doit appartenir à ce même collège.

Le scrutin est majoritaire à deux tours et a lieu à bulletins secrets. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est élu.

Le Président conduit la procédure d'élaboration du projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, par la Commission Locale de l'Eau. Il est assisté pour cette mission par un Bureau.

Il préside à toutes les réunions de la Commission, représente la Commission dans toutes ses missions de représentation externe ou désigne son représentant parmi les membres de son collège. Le président signe tous les documents officiels qui engagent la Commission.

En cas de démission du Président ou cessation de son appartenance à la CLE, cette dernière procède à l'élection de son successeur lors de sa prochaine réunion.

Le Président est assisté par deux Vice-Présidents (premier Vice-Président et second Vice-Président) élus par les membres du collège des représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux, dans les mêmes conditions que le Président et pour la même durée.

En cas d'empêchement du Président, ce dernier désigne un des deux Vice-Présidents pour toute fonction qu'il ne peut assurer. En cas de démission du Président, le premier Vice-Président assure le suivi des dossiers et convoque la prochaine réunion de la CLE en vue de l'élection du nouveau Président.

ARTICLE 5 - FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU

Le Président fixe les dates et les ordres du jour des séances de la Commission. Les convocations sont envoyées par voie postale quinze jours au moins avant la réunion. La Commission se réunit au moins une fois par an.

Chaque année, la CLE établit son programme de travail pour l'année suivante (sont notamment concernés les études, les problématiques prioritaires à aborder et la communication envisagée,...).

La Commission est saisie, par le Président, au moins :

- ◆ lors de l'élaboration du programme de travail
- ◆ à chaque étape de ce programme, pour connaître les résultats des différentes études et délibérer sur les options envisagées.
- ◆ à la demande du quart des membres de la Commission sur un sujet précis.

Les délibérations de la Commission sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

Toutefois, la Commission ne peut valablement délibérer sur ses règles de fonctionnement ainsi que sur l'adoption, la modification et la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux que si les deux tiers au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint après une seconde convocation envoyée dans un délai de huit jours avant la date de la réunion, la Commission peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les votes se font à main levée sauf demande contraire d'un des membres, adoptée à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

La CLE auditionne des experts en tant que de besoin ou à la demande de cinq au moins des membres de la Commission.

Tout membre de la CLE peut présenter au Président une question, proposition ou motion en vue de son inscription à l'ordre du jour. Si la demande est portée par 1/4 au moins des membres de la CLE, l'inscription est obligatoire.

Au début de chaque séance, la CLE adopte le procès verbal ou compte-rendu de la séance précédente et approuve l'ordre du jour qui lui est proposé.

Les séances de la CLE sont réservées à ses membres et ne sont donc pas publiques. Des séances (ou des parties de séance) peuvent être rendues publiques si le Président ou la majorité des membres de la CLE le souhaite.

Les structures représentées en CLE et les services des structures ayant une compétence « eau » peuvent assister aux travaux en qualité d'observateurs ou d'experts sur invitation du Président.

Les procès-verbaux des réunions de CLE et les documents nécessaires au fonctionnement de la CLE seront mis en téléchargement sur un site spécifique ou envoyés par courrier aux membres qui en formulent la demande.

Si la séance de la CLE ne peut pas se tenir pour raison de cas de forces majeures (notamment climatiques), elle peut se réunir, sur le même ordre du jour, sans tenir compte du délai de 15 jours.

ARTICLE 6 – BUREAU

Il est créé un bureau, chargé de préparer les dossiers et les séances de la Commission Locale de l'Eau. Il est assisté dans ses tâches d'une cellule d'animation administrative et technique.

Le Président décide de réunir le bureau à toutes fins utiles.

Le bureau n'est pas un organe de décision, il ne peut en aucun cas prendre de délibération, prérogative exclusive de la CLE. Toutefois, le bureau peut recevoir délégation pour répondre aux demandes d'avis que doit émettre la CLE. Les règles de fonctionnement sont alors modifiées pour identifier ces délégations.

Le bureau peut entendre et se faire assister dans ses travaux par toute personne qualifiée.

Il est composé de 13 membres :

- ♦ 7 membres du collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux élus au sein du collège.
- ♦ 3 membres du collège des représentants des usagers élus au sein du collège.
- ♦ 3 membres du collège des représentants de l'Etat désignés par le Préfet coordonnateur du SAGE.

Le Président du bureau est le Président de la CLE. Le Vice-Président du bureau est le premier Vice-Président de la CLE. Le Président fixe les dates et les ordres du jour des séances du bureau qui sont envoyés au moins 15 jours avant la réunion.

Le Président peut inviter en tant que de besoin une ou plusieurs personnes qualifiées (experts).

Tous les membres titulaires de la Commission Locale de l'Eau sont destinataires des comptes rendus des réunions du bureau. Ceux-ci seront mis en téléchargement sur un site spécifique ou envoyés par courrier aux membres qui en formulent la demande.

ARTICLE 7 - GROUPE DE TRAVAIL TECHNIQUE ET COMMISSIONS

La Commission Locale de l'Eau peut créer, en tant que de besoin :

- des groupes de travail technique composés de membres de la CLE, d'organismes ou personnalités extérieurs à la CLE,
- des Commissions géographiques ou thématiques chargées de l'examen de questions particulières.

Les travaux de ces structures ont pour objet d'apporter tous les éléments d'appréciation nécessaires aux décisions du bureau et de la CLE eux-mêmes en associant étroitement à cette expertise les acteurs du territoire.

ARTICLE 8 - COMMISSION DE COORDINATION DES SAGE MARAIS POITEVIN ET ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ETAT « MARAIS POITEVIN »

Conformément à la décision prise par le Comité de Bassin Loire-Bretagne portant constitution d'une commission de coordination des trois SAGE du Marais Poitevin, la Commission Locale de l'Eau procédera à la désignation de ses représentants, à raison de :

- deux membres pour le collège des collectivités territoriales dont le Président, et de
- deux membres pour le collège des usagers, propriétaires riverains, organisations professionnelles et associations concernées.

Les représentants de la CLE au sein de la commission de coordination rendront compte en tant que de besoin des travaux de la commission de coordination.

Le Président de la CLE est l'interlocuteur privilégié du Président de l'Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin. Il rendra compte en tant que de besoin des travaux de cet établissement à la CLE.

ARTICLE 9 - MAITRISE D'OUVRAGE DES ETUDES, DES DOCUMENTS DU SAGE ET DES ANALYSES THEMATIQUES

La Commission Locale de l'Eau confie son secrétariat ainsi que la maîtrise d'ouvrages des études et analyses nécessaires à l'élaboration, la mise en œuvre, au suivi ou à la révision du SAGE à l'Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre niortaise.

A ce titre, l'IIBSN met à disposition de la CLE les moyens matériels et humains.

Une note de cadrage sur les principes de travail, d'accompagnement et d'échanges entre la structure porteuse et la CLE (concernant les aspects budgétaires, financiers, techniques...) est établie à cet effet. Elle est adoptée par le conseil d'administration de la structure porteuse et annexée au présent document.

ARTICLE 10 – GESTION FINANCIERE

La cellule d'animation et les études sont portées financièrement par l'Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre niortaise. A ce titre, il est nécessaire d'élaborer conjointement les besoins de financement.

Il sera donc mis à l'ordre du jour d'une séance de fin d'année un point sur ce programme prévisionnel (cf. article 5).

Suite à cette réunion, le Président de la CLE fera une proposition de budget au conseil d'administration de l'IIBSN, qui étudiera la possibilité de le mettre en œuvre en fonction des moyens budgétaires qui lui sont alloués.

ARTICLE 11 – MISE EN ŒUVRE ET SUIVI

La CLE est chargée de veiller à l'application des orientations du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux une fois celui-ci approuvé.

La commission établit un rapport annuel sur ses travaux et orientations et sur les résultats et perspectives de la gestion des eaux dans le périmètre défini par l'arrêté pris en application de l'article R.212-26 ou de l'article R.212-17. Ce rapport est adopté en séance plénière et est transmis au préfet de chacun des départements intéressés, au préfet coordonnateur de bassin et au comité de bassins concernés.

Un bilan annuel des dépenses engagées sera présenté à la CLE par la structure porteuse IIBSN lors de la première réunion de CLE organisée l'année suivante.

ARTICLE 12 – REVISION DU SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Le Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux est révisé ou modifié dans les formes prévues pour son élaboration (*article L. 212-6 du code de l'environnement*).

Toutefois, le SAGE peut être modifié par le représentant de l'Etat dans le département, après avis ou sur proposition de la commission locale de l'eau, si cette modification ne porte pas atteinte aux objectifs de ce schéma (*article L. 212-7 du code de l'environnement*).

Enfin, lorsqu'une opération soumise à enquête publique est contraire aux dispositions du règlement du SAGE, le représentant de l'Etat dans le département soumet pour avis à la commission locale de l'eau un projet de modification de ce règlement et de ses documents cartographiques. En l'absence de réponse dans un délai de quatre mois, cet avis est réputé favorable. La déclaration d'utilité publique ou d'intérêt général de cette opération ne peut être prononcée que si l'enquête publique a également porté sur ce projet de modification (*article L. 212-8 du code de l'environnement*).

ARTICLE 13 – MODIFICATION DES REGLES DE FONCTIONNEMENT

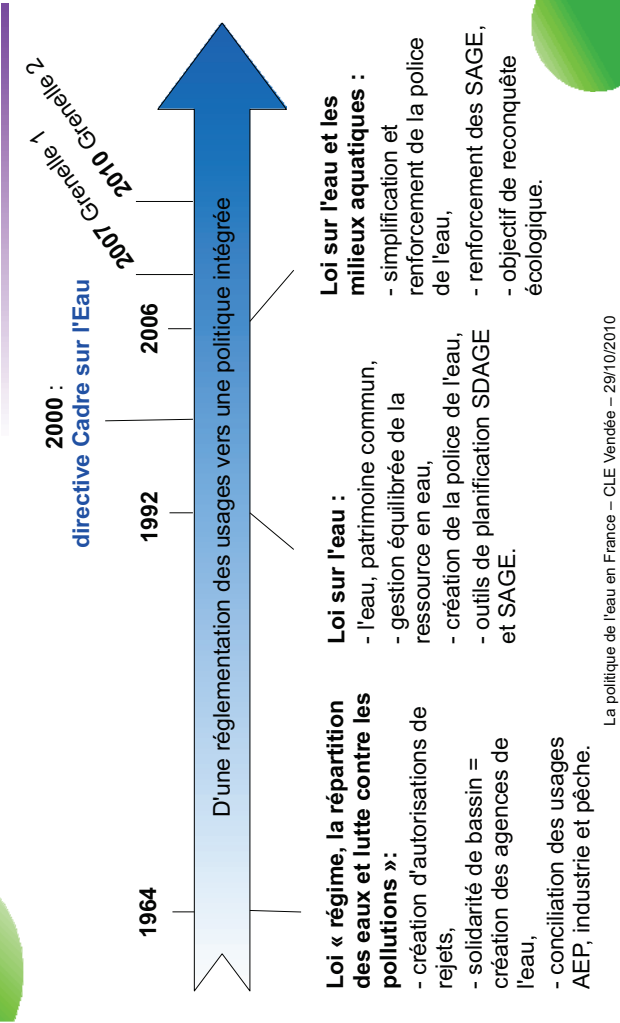
En dehors des modifications rendues nécessaires pour se mettre en conformité avec les textes législatifs ou réglementaires en vigueur, les règles de fonctionnement peuvent être modifiées si au moins la moitié des membres de la Commission le demande.

ARTICLE 14 – COMMUNICATION

Afin de donner une culture de l'eau commune à l'ensemble du territoire du SAGE, de mettre en évidence les actions du SAGE, son intérêt mais aussi ses limites, de faciliter la communication et la concertation entre les diverses famille d'acteurs, la CLE met en place des outils de communication pédagogiques.

ANNEXE 3. Diaporama « Politique de l'Eau » projeté en séance par la DREAL Pays de la Loire

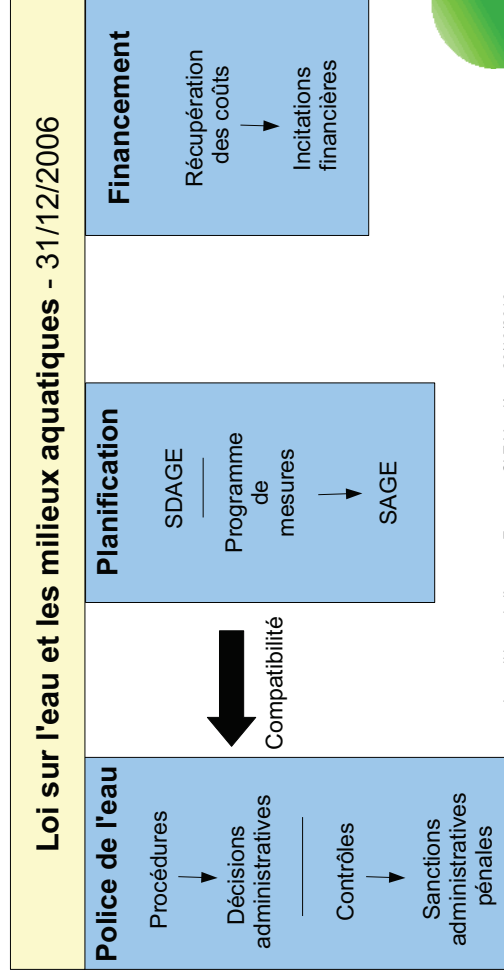
Histoire de la politique de l'eau



La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

La politique de l'eau en France

Directive Cadre sur l'Eau



La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

La politique de l'eau en France

Vendredi 29 octobre 2010

Commission Locale de l'Eau
SAGE Vendée



Petite histoire des politiques de l'Eau en France :

De la gestion des conflits d'usage à une politique globale de l'environnement.

La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

Les masses d'eau



Cours aval :
- pente faible,
- vitesse faible,
- lit large et profond.

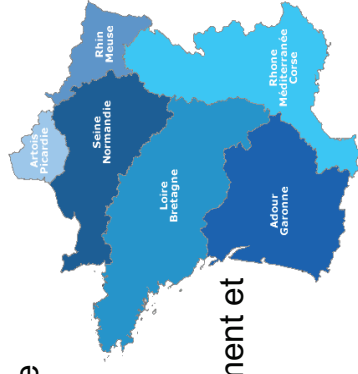
Cours amont :
- pente moyenne,
- vitesse élevée,
- lit peu profond.

Masse d'eau = unité d'évaluation de caractéristiques homogènes.

La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

Les objectifs

- Ne pas dégrader l'existant,
- Atteindre le « bon état » des masses d'eau en 2015,
- Réduire et/ou supprimer l'émission de substances dites « dangereuses »



Pour y parvenir :

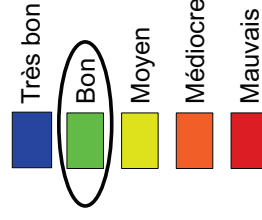
- Un Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE),
- Un programme de mesure.

La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

Le « bon état »

état écologique

- Indices biologiques du milieu,
- Paramètres physico-chimiques sous tendant la biologie.



état chimique

Normes de qualité environnementales :
41 substances chimiques : métaux, HAP, pesticides...



Délai

2015

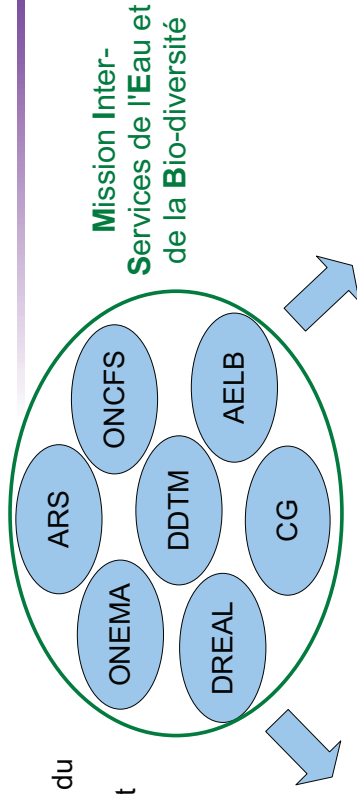
La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

Qui fait quoi dans le domaine de l'Eau ?

La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

COORDINATION - MISEB

Sous l'autorité du
Préfet de
département



Plan d'action stratégique pluri-annuel

Plan de contrôle – IOTA – ICPE – Chasse/pêche

Les services de l'État

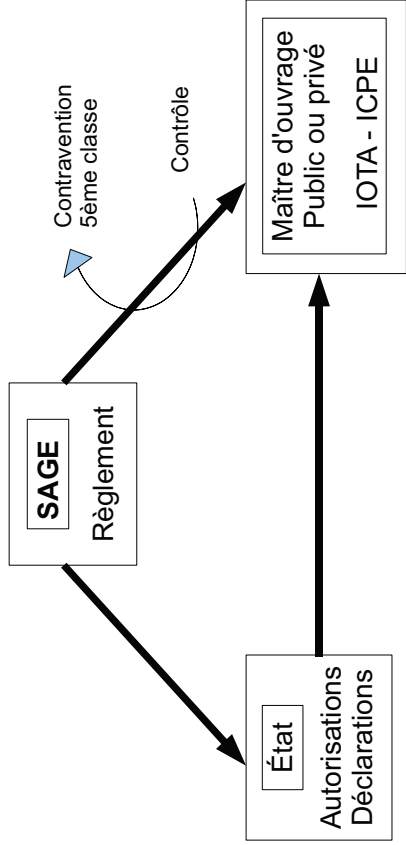
- DDTM : Direction dépt des territoires et de la mer
 - Police de l'eau,
 - Pilotage et animation de la politique de l'eau.
- DDPP : Direction dépt de la protection des populations,
 - Police des ICPE élevage,
- DREAL : Direction rég de l'environnement de l'aménagement et du logement
 - Coordination régionale de la politique de l'eau
 - Police des ICPE industrielles et des ouvrages hydrauliques,

Les établissements publics

- Agences de l'Eau
 - Financement des actions dans le domaine de l'eau
 - Appui technique, surveillance de la qualité des milieux aquatiques
 - Mise en œuvre de la politique du Comité de Bassin.
- Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
 - Connaissance des milieux aquatiques,
 - Appui à la police de l'eau et de la pêche.

Le Rôle du SAGE

La portée juridique du règlement



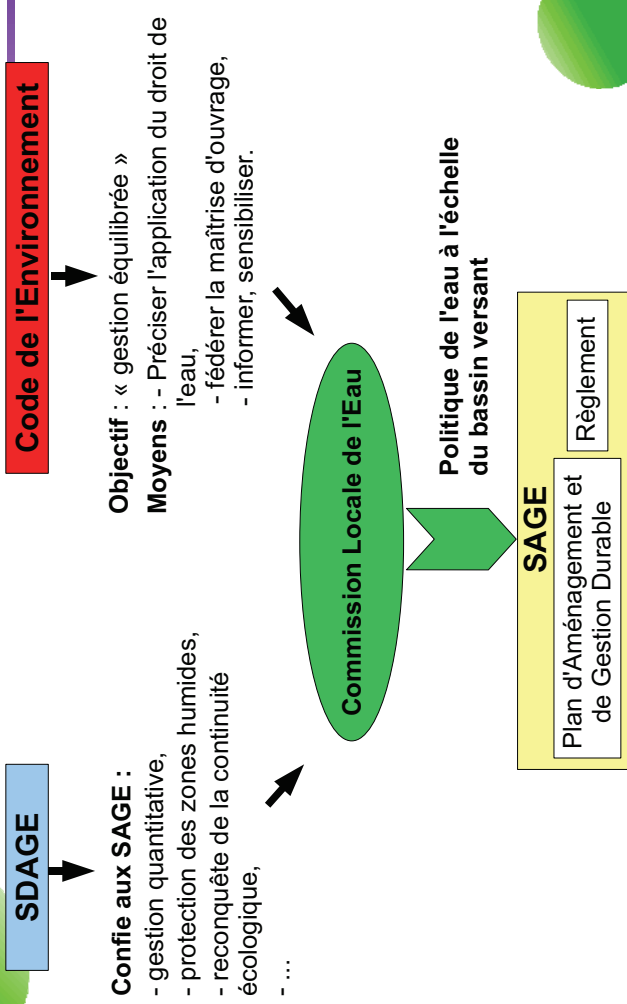
La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

Du bassin versant à l'échelle européenne

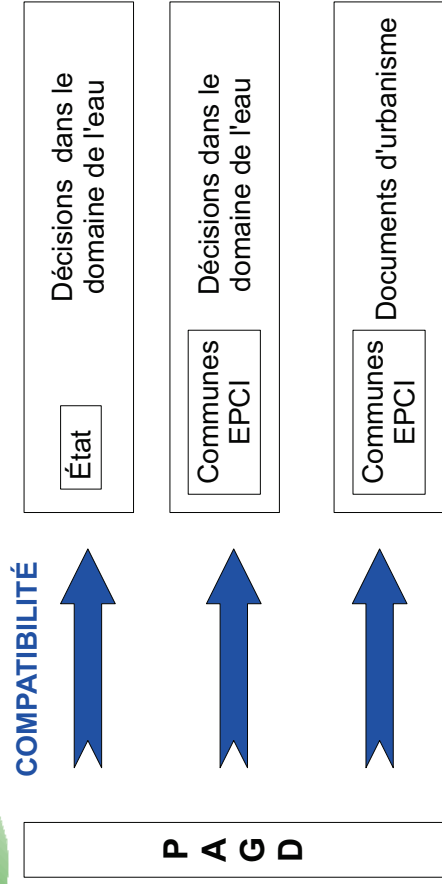
- Le SAGE une politique de l'eau à l'échelle locale,
- Un cadre de travail commun : la DCE
 - Des objectifs et des délais,
 - Des principes d'action.
- Des objectifs sous la responsabilité de l'État :
 - Niveau d'ambition fixé par les états membres,
 - Sous contrôle de Bruxelles :
 - x Obligation de rapportage,
 - x Jugement sur résultats,
 - x Risque réel de sanction des états.

La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

Le rôle du SAGE



Portée juridique du PAGD



La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010



Merci de votre attention !

La politique de l'eau en France – CLE Vendée – 29/10/2010

ANNEXE 4. Diaporama « Politique de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne » projeté en séance par l'Agence

Les Agences de l'eau



Intervention du 8 novembre 2010

Jean-Claude DUBOS – Délégation Ouest Atlantique
Agence de l'Eau Loire Bretagne

Les agences de l'eau

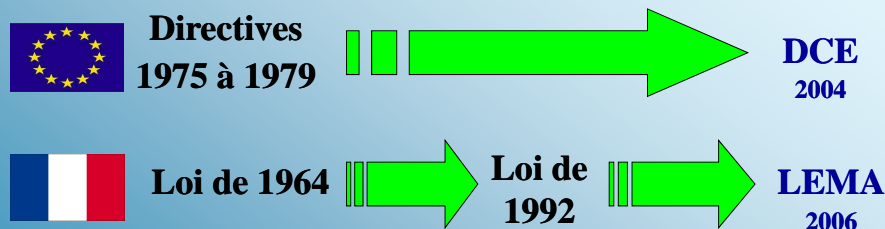
Le cadre réglementaire :

- Loi sur l'eau de 1964
- Loi sur l'eau de 1992
- Directive cadre sur l'eau de 2000 / loi du 21 avril 2004
- Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006
- Loi « Grenelle 1 » du 3 août 2009
- Loi « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010

Des établissements publics de l'État



Un contexte réglementaire et une logique de protection en évolution :



Usages

Milieux

Moyens

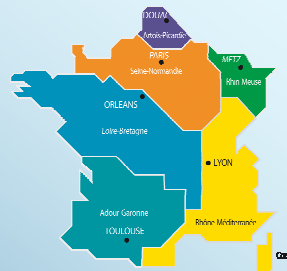
Résultats

Les agences de l'eau

- Des établissements publics de l'État
- Sous tutelle des ministères chargés du développement durable et du budget
- Instruments « financier » de la politique publique de l'eau

3 principes fondateurs

- L'unité physique du bassin hydrographique
*6 agences de l'eau pour
6 grands bassins hydrographiques*
- La solidarité de la communauté de l'eau
 - ▶ solidarité des usages
 - ▶ solidarité amont-aval
- La mise en œuvre du principe « **pollueur-payeur** »
 - ▶ qui pollue paye
 - ▶ qui dépollue est aidé



*Des principes confirmés
et renforcés par la directive cadre sur l'eau*

Les redevances :

2 types de redevance :

- ✓ **Prélèvements d'eau**
- ✓ **Détérioration de la qualité de l'eau**

3 secteurs d'activités concernés :



Les collectivités



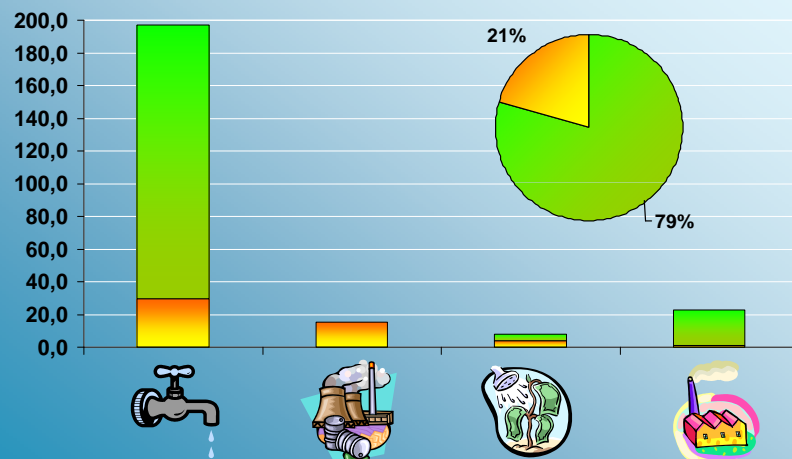
L'industrie



L'agriculture

Les redevances en 2007 : 243,1 M€

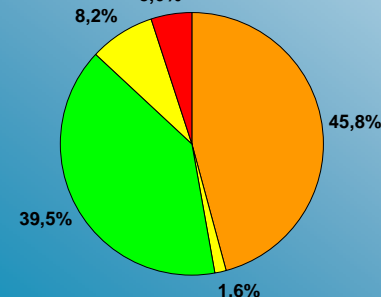
Prélèvement Pollution



La facture d'eau du particulier :



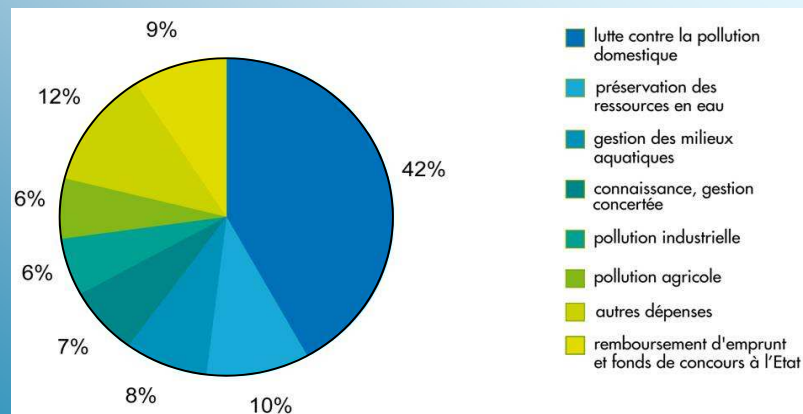
Composantes du prix du m3	Valeur en euros
Distribution d'eau potable	1,46
Assainissement	1,26
Redevances de l'Agence de l'Eau	0,30
TVA	0,16
Total	3,18



Répartition par postes

Données AELB 2006 auprès de 2 330 communes

9ème programme d'aide 2007 - 2012 2,2 milliards d'euros mobilisés sur 6 ans



Le territoire de l'Agence de l'eau Loire Bretagne

- 28 % du territoire
- 36 départements
- 10 régions
- 12 millions d'hab.
- 7 400 communes
- 135 000 km de réseau hydro codifié
- 2 600 km de littoral
- la Loire - 1012 km
- les 2/3 de l'élevage français et 50 % sur les 4 départements bretons
- 50 % de la production céréalière



Un Comité de Bassin : Art. 82 LEMA

Au total : 190 membres

Le président est élu par les représentants des collectivités et des usagers : **Serge Lepeltier**, ancien ministre, maire de Bourges

Élus

- 8 pour les régions
- 29 pour les départements
- 39 pour les communes



Usagers
76

Etat et ses établissements: 38

Un Conseil d'Administration : Art. 82 LEMA

Au total : 35 membres

Le président est nommé par décret du président de la République :
Jean-Louis Besème, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts

11 Elus

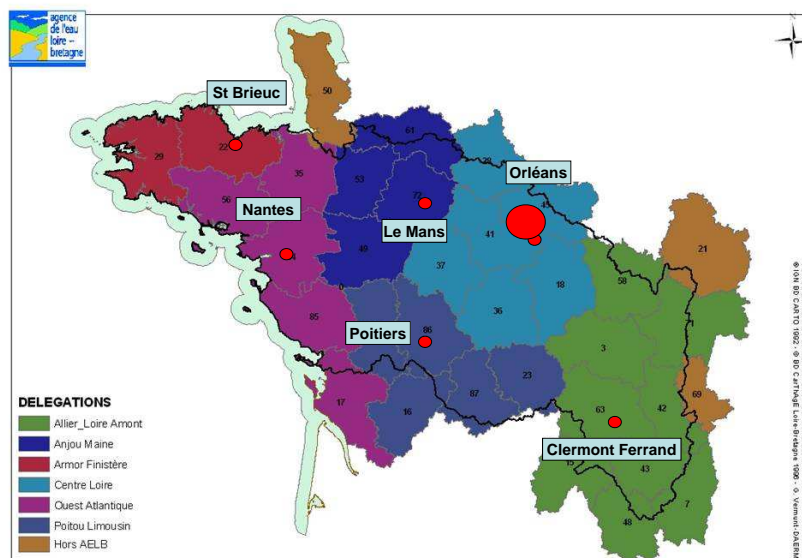
**11 représentants
de l'Etat et ses
établissements**



11 Usagers

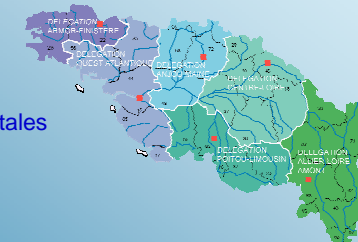
**1 représentant du
personnel de l'agence**

Le Bassin Loire Bretagne : Un découpage organisationnel



Le rôle de l'agence

- L'agence de l'eau prépare et exécute les décisions des instances :
 - réunit et exploite les connaissances
 - prépare et exécute les budgets et les programmes
 - liquide et émet les redevances,
 - instruit les demandes de financement et ordonne les dépenses
 - « facilite » les projets
- 6 délégations au service de la concertation locale structurées en :
 - un service dédié aux actions territoriales et aux politiques des milieux aquatiques
 - un service dédié aux actions départementales et aux interventions thématiques (infrastructures, industrie, etc.)



Quelle organisation ?

- Un directeur général
- DG, DIC, DFM, DR, DPI, DEP, DRHMG, DSI
- Composé de 6 Délégations



Directeur régional



2 services :
Actions territoriales



Actions départementales

Le rôle des instances de bassin

- Le comité de bassin : un rôle consultatif, et plus
 - il est consulté sur les grandes questions de la gestion de l'eau, les objectifs prioritaires et les méthodes d'intervention
 - il approuve les orientations du programme de l'agence
 - il donne son avis conforme sur les redevances
 - il élabore le Sdage et suit son exécution
 - il donne un avis sur les projets de Sage et de contrats de rivière
- Le conseil d'administration règle les affaires de l'agence
 - il adopte le programme et vote les redevances
 - il vote le budget et le compte financier
 - il définit les règles d'attribution des aides financières (9ème programme d'aide, pour la période 2007 - 2012, élaboré pour 6 ans)
 - il attribue les aides de l'agence

Le fonctionnement du comité de bassin



- Une commission « planification » : élaboration et suivi du Sdage, examen des Sage et des contrats de rivière
- Une commission « finances et programmation » : élaboration du programme
- Des commissions thématiques : Loire, littoral, international, communication, milieu naturel aquatique
- Des commissions territoriales,

Allier-Loire amont	Loire aval et côtiers vendéens
Vilaine et côtiers bretons	Loire moyenne et affluents
Mayenne-Sarthe-Loir	Vienne et Creuse
- Des forums de l'eau par sous bassin, ouverts à tous les acteurs

Le Sdage, un document pour 6 ans de planification de la politique de l'eau

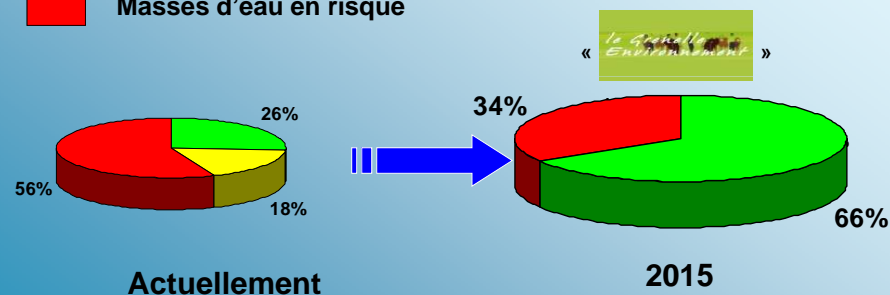
Le SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux :

- Élaboré par le Comité de Bassin et adopté le 15 octobre 2009 (suite à un premier SDAGE de 1996)
- Vise l'atteinte des objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau (bon état des masses d'eau en 2015)

Les Sage sont une déclinaison locale du Sdage avec lequel ils doivent être en conformité.

Le bon état des eaux d'ici 2015

- Masses d'eau avec respect du bon état
- Masses d'eau en doute de non atteinte
- Masses d'eau en risque



Le Sdage, une stratégie de gestion durable des ressources en eau

- Agir en amont
 - en préservant la qualité des ressources en eau
 - et les fonctions du milieu aquatique
- Pour éviter les sur-équipements et les sur-coûts
- Et conserver la possibilité de satisfaire, maintenant ou demain, l'ensemble des usages et fonctions de l'eau et des milieux aquatiques

Le Sdage, une stratégie pour les eaux de nos régions

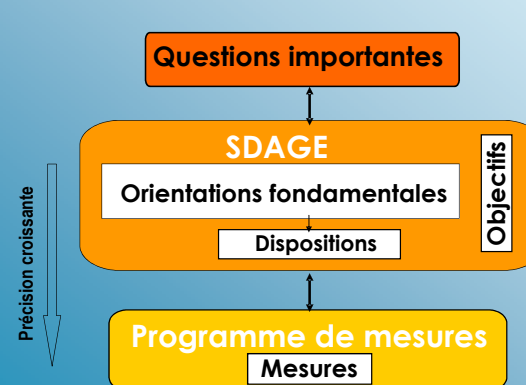


Le SDAGE fixe les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau, avec une ambition et des moyens conséquents

- Chaque enjeu se décline en orientations, dispositions à caractère juridique et actions précises à mettre en œuvre
- Le « programme de mesures » identifie les actions à conduire par grand bassin hydrographique, pour l'atteinte des objectifs fixés



Déclinaison du SDAGE Loire-Bretagne



- **Orientation fondamentale** : principe d'action en réponse à une question importante
- **Objectif** : résultat à atteindre pour une masse d'eau
- **Disposition** : déclinaison concrète de l'orientation, **opposable** aux décisions administratives dans le domaine de l'eau et de l'urbanisme
- **Mesure** : action précise, localisée avec un échéancier et un coût

SDAGE : 15 orientations fondamentales

- Repenser les aménagements de cours d'eau
- **Réduire la pollution par les nitrates**
- Réduire la pollution organique
- Maîtriser la pollution par les pesticides
- Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses prioritaires
- Protéger la santé en protégeant l'environnement
- Maîtriser les prélèvements d'eau
- Préserver les zones humides et la biodiversité
- Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
- Préserver le littoral
- Préserver les têtes de bassin
- Réduire les conséquences directes des inondations
- Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Déclinées en dispositions particulières :

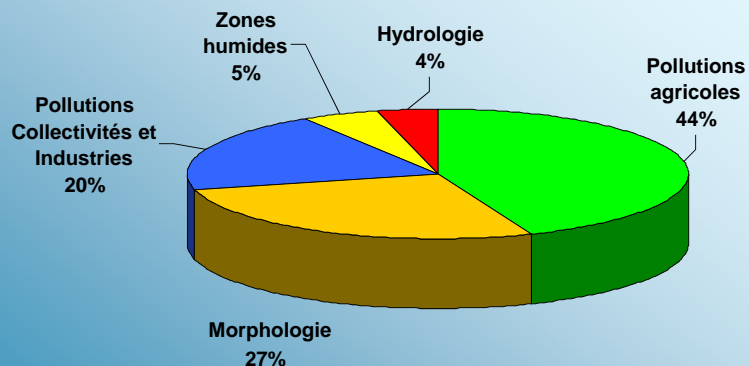


2B : Inclure systématiquement certaines dispositions dans les programmes d'actions en zones vulnérables

➤ 2B-2 - Les programmes d'actions en zones vulnérables au titre de la Directive Nitrate comprennent obligatoirement :

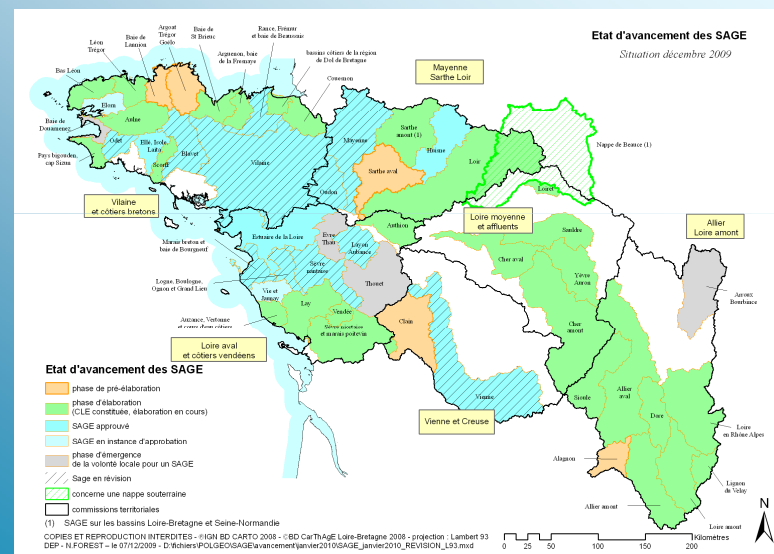
- L'obligation d'implanter des CIPAN dans les intercultures longues (> 5 mois) de manière à ne pas avoir de sol nu à l'automne.
- L'obligation d'implanter des dispositifs végétalisés pérennes d'une largeur mini. de 5 m le long des cours d'eau pour toutes les cultures.

Coût du programme de mesures :



Coût total : 3,3 Mds d'euros

Des Sage pour mettre en œuvre le Sdage



Des contrats territoriaux pour mettre en œuvre les Sage :

DES ACTEURS LOCAUX ...

Agriculteurs (élevages, légumes,...)
CUMA - Coopératives - groupements
Conseillers TK (CL, CA,...)

Industriels (IAA; Chimie,...)
Pisciculteurs
Conchyliculteurs

Conchyliculture

Tourisme

Algues vertes

UN TERRITOIRE

BV (200 km²)

Sous-bassin

Associations (Pêche, Aménagement, Environnement...)

Communes - Syndicats AEP

DES ENJEUX

AEP (N-Phytos, M.O...)
Algues vertes (N, P, M.O...)
ou qualité du milieu

Le contrat territorial :

- Multi thématiques : il peut intégrer tous les volets du programme
- Une priorité ou une condition nécessaire pour l'accès à certaines aides de l'agence (par exemple les MAE en agriculture, l'assainissement des agglomérations < 2000 EH)
- Signé par un maximum de maîtres d'ouvrage et de partenaires financiers
- Pour 5 ans maximum ; deux à trois contrats peuvent se succéder (accord du CA)

Les contrats territoriaux :

Animation, pilotage du projet	: 30%
Communication	: 50%
Études préalables	: 50%
Suivi de la qualité de l'eau	: 50%
Bilan de fin de contrat	: 50%

Complétés des aides sectorielles du programme

Les contrats territoriaux - volet « milieux aquatiques »

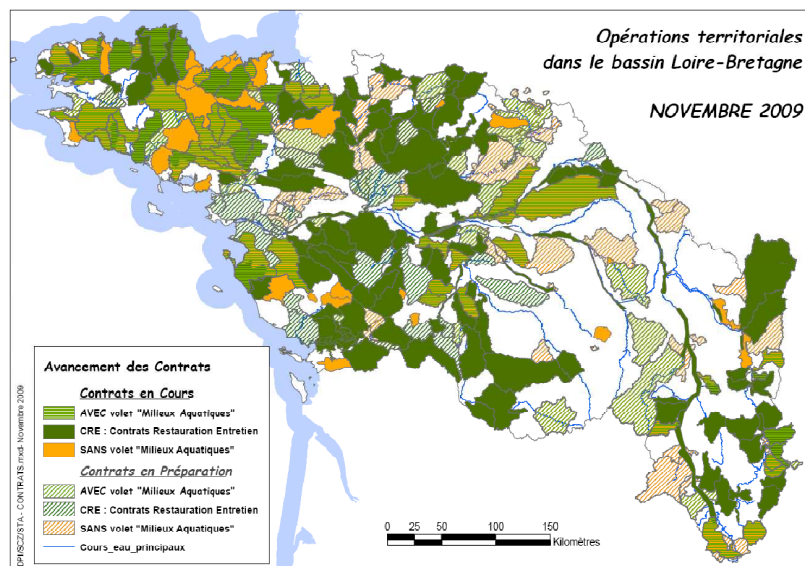
Durée : 5 ans

Avec : le(s) maître(s) d'ouvrage
et les partenaires techniques et financiers

Contenu :

- étude préalable,
- programmation annuelle des actions,
- technicien OBLIGATOIRE,
- communication, suivi et évaluation.

État d'avancement des contrats territoriaux :



Quelques thématiques prioritaires :

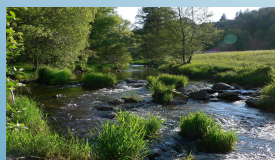
- La restauration et la protection des milieux aquatiques
- La lutte contre les pollutions diffuses
- Le traitement des eaux usées
- La maîtrise des prélèvements

A travers quelques actions de fonds :

- La poursuite de la mise aux normes des STEP
- L'AEP
- Les économies d'eau
- Les inventaires des zones humides
- La lutte contre les pollutions littorales (baignade, pêche à pied, eutrophisation, etc.)

Quelques thématiques prioritaires :

Restauration et la protection des milieux aquatiques



➤ Cours d'eau

- régime hydrologiques
- continuité de la rivière
- morphologie
- maîtrise des prélèvements



➤ Zones humides

- inventaires
- modalités de gestion



➤ Poissons migrateurs

- libre circulation
- repeuplement
- restauration des habitats

Quelques thématiques prioritaires :

Lutte contre les pollutions



➤ Maîtriser les impacts agricoles

- nitrates
- pesticides
- phosphore



➤ Assainissement

- collecte
- traitement



➤ Industrie

- rejets industriels
- économies d'eau

Merci de votre attention



ANNEXE 5. Plaquette d'information sur le dossier « zones humides »

Financements possibles de l'étude

Si vous êtes une commune

prioritaire (rouge) :

L'IIBSN, après accord du Maire, peut réaliser sous couvert d'une convention de partenariat, l'étude d'inventaire des zones humides (programme prévu sur 2 ans).

Si vous êtes une commune **secondaire (jaune)** ou **non prioritaire (gris)**.

Les financements ne sont possibles que si les communes se regroupent.

Plusieurs possibilités :

- Délégation de Maitrise d'Ouvrage entre collectivités par exemple au niveau d'un EPCI ou syndicat
- Délégation de Maitrise d'Ouvrage proposée par l'IIBSN

Les financeurs potentiels sont le FEDER, l'Agence de l'eau Loire Bretagne ...



Photos : IIBSN. LT - Réalisé par le service- septembre 2010

Renseignements

Le document « Modalités d'inventaire des zones humides sur le périmètre du SAGE Vendée » est téléchargeable sur le site : <http://www.gesteau.eaufrance.fr/sage>



**INSTITUTION INTERDEPARTEMENTALE
DU BASSIN DE LA SEVRE NIORTAISE**
MAISON DU DEPARTEMENT –
BP 531 - 79 021 NIORT CEDEX
Tél : 05 49 06 79 79 / FAX : 05 49 06 77 71
e-mail : contact@sevre-niortaise.fr



Inventaire des
zones humides
dans la cadre du
SAGE de la rivière
Vendée(1)

**Plaquette à l'intention
des élus locaux**

[1] Se reporter au document « Modalités d'inventaire des zones humides sur le périmètre du SAGE Vendée »

Définition d'une zone humide

C'est un espace caractérisé par au moins une ou plusieurs de ces critères : (Cf. article L211-1 du code de l'environnement)

- Présence d'eau : les sols sont engorgés et/ou inondés de manière temporaire ou permanente
- Présence de sols hydromorphes caractérisés par l'observation de traces d'hydromorphie
- Présence d'une végétation hygrophile adaptée aux conditions particulières de ces milieux

Il est dès lors possible d'observer des zones humides dans l'ensemble du bassin versant, partout où les conditions locales le permettent (zone de plateau, versant). Cependant, la majorité des zones humides se rencontre dans les zones de fond de vallée.

Une étude de bassin versant

L'inventaire des zones humides s'inscrit dans le cadre du **SAGE de la rivière Vendée**.

Selon la disposition 8E-1 du SDAGE, le SAGE doit réaliser avant le 31/12/2012 l'inventaire des zones humides

Cette étude permettra de mieux comprendre le fonctionnement du bassin versant. Les plans d'eau et le réseau hydrographique sont aussi inventoriés dans ce cadre. Le document

« **modalités d'inventaires** » fixe la méthodologie validée par la CLE.

L'inventaire est réalisé **en dehors** de la zone humide du **Marais poitevin** (définition FMA).

Comment ?

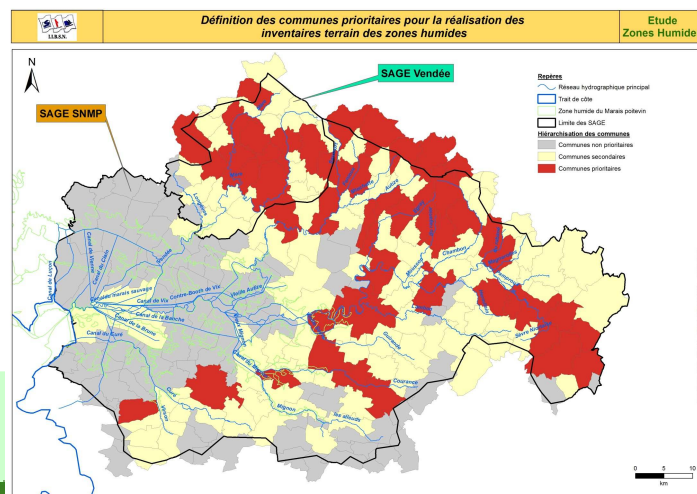
Démarche et méthodologie unique pour l'ensemble des **communes**

- des modalités d'inventaires **uniques**
- ⇒ un **socle commun** minimum et obligatoire
- une structure porteuse **référente**
- ⇒ apporte **conseil** et **assistance**

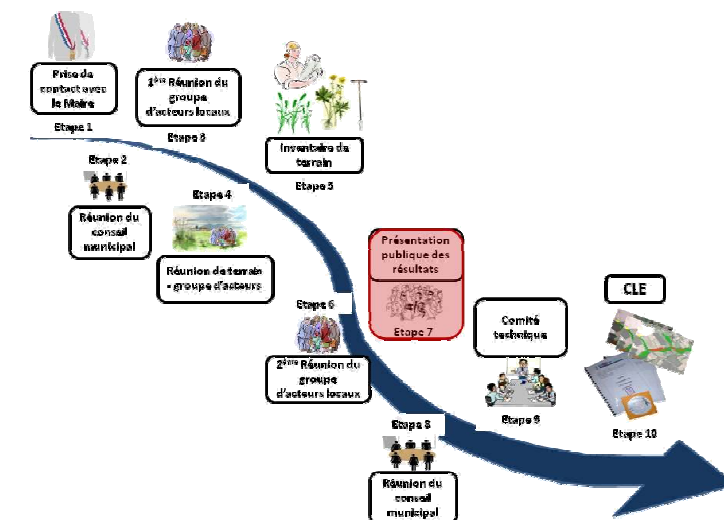
Documents d'urbanisme

Il est préférable que cette étude soit réalisée lors de l'élaboration ou révision d'un document d'urbanisme (PLU, carte communale).

Les résultats permettront aussi une prise en compte plus aisée des prescriptions du SCOT quand il existe.



Une démarche concertée d'inventaire à l'échelon communal



Afin de réduire les coûts et d'optimiser l'effort d'investigation

- Outils de pré-localisation des zones humides
- Logiciel de saisie des données (GWERN) (® FMA) gratuit
- Cahier des Clauses Particulières (CCP) pour la consultation dans le cadre des marchés publics

Une intervention différenciée sur le territoire

cf carte ci contre

ANNEXE 6. Note d'avancement des inventaires zones humides

ETAT D'AVANCEMENT DES INVENTAIRES (DELIMITATION ET CARACTERISATION) DES ZONES HUMIDES, DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE ET DES PLANS D'EAU

CLE 29/10/10

Rappel de la démarche :

La Commission Locale de l'Eau du SAGE Vendée a adopté lors de la dernière CLE le **17 mai 2010** les « modalités d'inventaires des zones humides ».

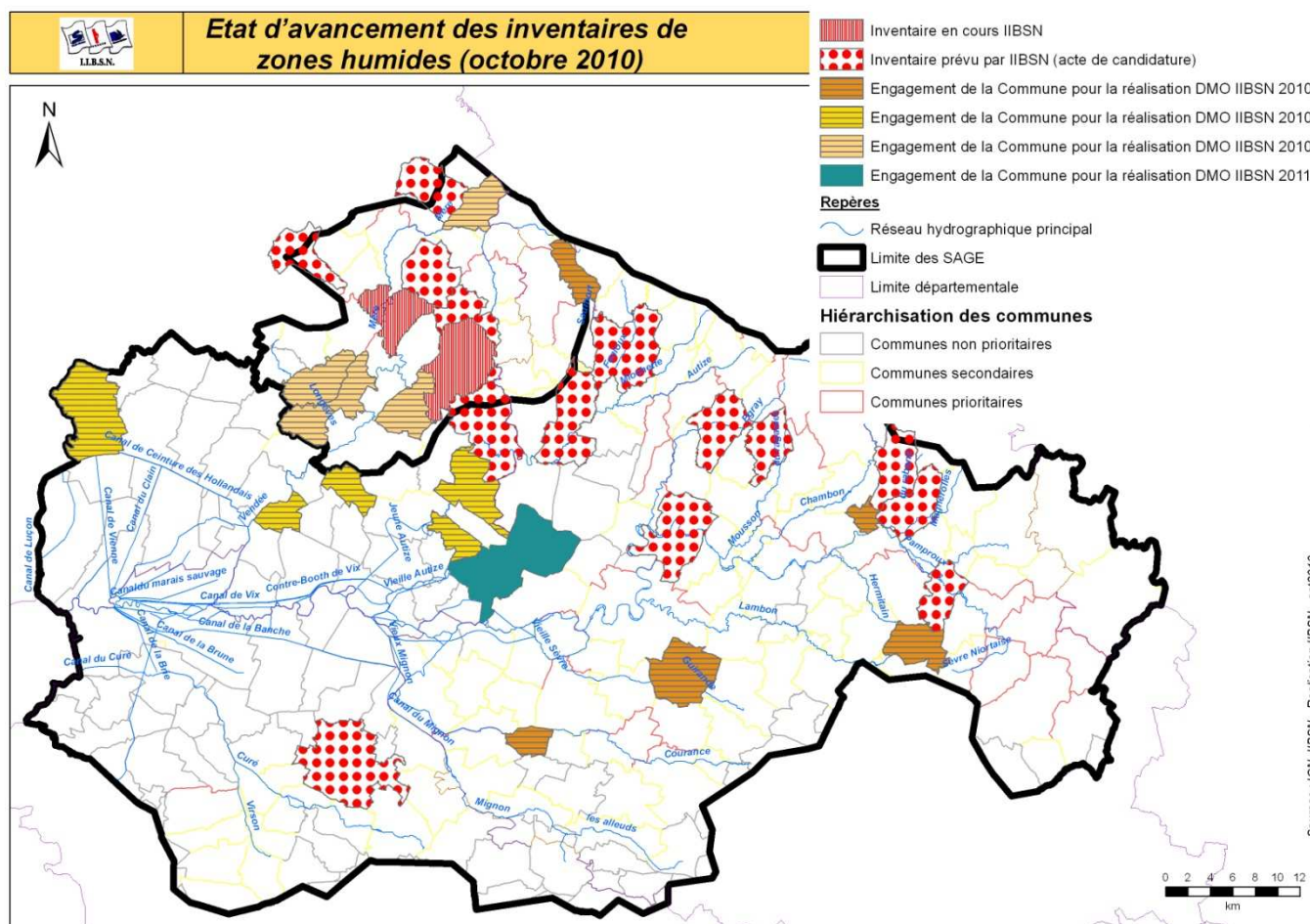
Ce document constitue la référence pour la méthode à appliquer sur l'inventaire des zones humides.

Les communes sont invitées à réaliser l'inventaire en respectant ces modalités conformément au SDAGE et au projet de SAGE.

Cette prise en compte facilitera aussi les études qui sont demandées dans le cadre des documents d'urbanisme notamment depuis l'application de la loi Grenelle II.

L'Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre niortaise, suite à la demande de la CLE du SAGE Vendée, a mis en place un poste de chargé de mission « zones humides » pour deux ans financé à 60 % par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Etat d'avancement



Communes dites « prioritaires »

Commençons par les communes dites « prioritaires »

Le chargé de mission « zones humides » de l'IIBSN finalise l'inventaire sur deux communes dites « prioritaires » sur du périmètre du SAGE Vendée : Vouvant et Foussais Payré.

Pour Vouvant l'étude devrait être restituée fin novembre 2010.

Pour Foussais Payré : Elven Lanoe réalise l'expertise de terrain.

Un certain nombre de communes « prioritaires » ont fait acte de candidature auprès de l'Institution :

Pour le SAGE Vendée

- THOUARSAIS-BOUILDROUX
- SAINT-HILAIRE-DES-LOGES
- PUY-DE-SERRE
- SAINT-MAURICE-DES-NOUES
- ARDIN
- LA TARDIERE

Elven Lanoe réalise aussi les inventaires sur le périmètre du SAGE Sèvre niortaise Marais poitevin. 7 communes ont fait acte de candidature.

La priorité d'intervention du chargé de mission est donnée aux communes en cours d'élaboration de document d'urbanisme. Le plan de charges prend en compte ce critère mais aussi la date de candidature de la commune.

Le chargé de mission interviendra donc de façon alternée entre les deux SAGE.

Le soutien financier sur cette partie de l'étude est assuré par l'agence de l'eau Loire Bretagne et les départements membres de l'Institution.

Grâce à ce montage, les communes dites « prioritaires » bénéficient d'une aide importante et n'ont que 500€ à leur charge.

Communes secondaires et non prioritaires

Par ailleurs, les communes secondaires (jaune) et non prioritaires (grises) doivent s'organiser pour réaliser l'inventaire des zones humides grâce à l'appui d'un prestataire de services.

Suite aux débats qui ont eu lieu lors de la dernière CLE, l'Institution nous offre une possibilité de délégation de maîtrise d'ouvrage qui vaut « regroupement ».

Le Conseil d'administration de l'Institution a approuvé ce principe le 17 juin 2010.

L'intérêt est double. D'une part les communes peuvent accéder aux subventions

D'autre part, l'Institution suit pour le compte de la commune toute l'étude et notamment la partie administrative.

Il reste à la charge de la commune la part non subventionnée de l'étude soit de 20% et 50%. En effet, l'Institution sollicite des subventions en provenance de :

- FEDER (Europe) à hauteur de 50% pour la région Pays de la Loire et 40 % pour la région Poitou-Charentes
- Agence de l'eau 30% à 40 % seulement pour les communes secondaires

De plus, pour rappel, un courrier a été envoyé début juillet 2010 à l'ensemble des Maires des deux SAGE (251 communes du bassin versant) pour proposer cette délégation de maîtrise d'ouvrage. Ce courrier était co-signé de M. Souchet Président de l'Institution et du Président de CLE correspondant.

Un certain nombre de communes ont passé une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec l'Institution.

Pour le SAGE Vendée 6 communes

BREUIL-BARRET

LONGEVES

PISSOTTE

SAINT-MICHEL-LE-CLOUCQ

SERIGNE

SCILLE

Pour le SAGE Sèvre niortaise Marais poitevin, 9 communes

Pour ces quinze communes : Une consultation des prestataires de services a été lancée en septembre 2010 pour passer un marché à bons de commandes. Un découpage du territoire a été réalisé en 3 lots géographiques pour tenir compte des 2 régions administratives (un dossier Feder par région) et des 2 SAGE.

A l'échelle des deux SAGE, 7 autres communes se sont aussi manifestées pour qu'une étude soit lancée début 2011 par le biais aussi de cette délégation de maîtrise d'ouvrage.

Communication auprès des partenaires

Une plaquette a été réalisée à l'intention des élus. Elle a été communiquée à :

- Techniciens de rivières
- CAUE
- Animateurs de bassin versant
- Animateurs de Pays

Des réunions d'information ont été organisées ou sont prévues (techniciens communautés de communes, pays...).

Pour toute question l'animatrice du SAGE est à votre disposition ainsi qu'Elven Lanoe le charge de mission « zones humides ».

*_*_*_*_*_*_*_*_

ANNEXE 7. Courrier adressé aux directeurs de la DDT (m) 79 et 85 concernant la réforme du classement des cours d'eau

Le 15 octobre 2010,

Affaire suivie par : Laure THEUNISSEN

Monsieur Pierre RATHOUIS
DDTM de Vendée
Directeur départementale des Territoires et de la Mer de la
Vendée
19 rue Montesquieu,
BP 827
85021 LA ROCHE SUR YON Cedex

Objet : réforme du classement des cours au titre du L-214-17 du CE – phase de concertation

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part lors de la réunion du 8 juin 2010 de la réforme du classement des cours d'eau.

Dans le cadre de la concertation, vous nous interrogez sur la pertinence des projets de classement au titre de l'article L. 214-17.

Je tiens à vous préciser que la Commission Locale de l'Eau n'a pas pu se réunir depuis juin 2010 pour étudier cette question. Cependant, nous avons recueilli les avis des principaux interlocuteurs concernés sur le périmètre du SAGE : le SMMPBVSA et les communes riveraines de la masse d'eau Vendée (périmètre SAGE Vendée).

Les projets de compléments ou de modifications sont les suivantes :

Liste 2

Masse d'eau Vendée

Il est proposé de ne pas intégrer dans la liste 2 la portion de masse d'eau Vendée allant de l'aval du barrage de Mervent jusqu'à la confluence avec la Longèves.

Plusieurs raisons peuvent être invoquées.

Sur ce tronçon, aucune structure compétente dans la gestion de rivière n'est établie à l'heure actuelle. Cependant, nous tenons à préciser que des discussions sont engagées en 2010 pour réfléchir à un rapprochement entre les communes riveraines de ce tronçon et le SMMPBVSA.

De ce fait, les propriétaires privés n'ont pas d'interlocuteurs techniques privilégiés pour toute réflexion de mise en conformité de leur ouvrage.

Le point le plus important concerne les moyens financiers. Sans programme coordonnée, les financements publics sont difficilement mobilisables. De plus, les propriétaires actuels d'ouvrages n'ont pas les capacités financières pour faire réaliser des installations coûteuses telles que passes à poissons, rivière de contournement, ...

Concernant les portes de Boisse, il est à noter des difficultés pour trouver une solution technique satisfaisante permettant de répondre aux objectifs de continuité écologique.

Toutefois, ce tronçon est à identifier pour le classement qui interviendra au-delà de 2017 dans une logique de progressivité du classement.

Masse d'eau Longèves

Le projet de diagnostic du Contrat Territorial sur la Longèves a permis de mieux qualifier la masse d'eau. Aussi il est montré que la partie amont de la Longèves (amont du Château de l'Hermenault) présente un faible intérêt biologique et que l'ouvrage hydraulique du Château de l'Hermenault constitue un verrou infranchissable difficilement aménageable.

Par contre, le potentiel piscicole est réel de la confluence de la Vendée à l'Hermenault et sur son affluent principal le Ruisseau des îlots. Il est proposé de réduire le linéaire de Longèves et d'ajouter le Ruisseau des Ilots (tout le cours) et le ruisseau de la Dalle (affluent du ruisseau des Ilots en rive gauche).

Le tronçon Château de l'Hermenault-source de la Longèves est à identifier pour le classement qui interviendra au-delà de 2017 dans une logique de progressivité du classement.

NB il est à noter que dans l'annexe du SDAGE (page 226) il est bien fait mention de l'axe migrateur allant de la confluence de la Vendée jusqu'au ruisseau des Ilots.

Liste 1

Le projet de classement répond aux dispositions du projet de SAGE Vendée.

La rivière Vendée et la rivière Mère sont classées sur tout leur cours en liste 1.

Cependant, on peut regretter que la rivière Mère ne soit classée qu'au titre des réservoirs biologiques et non d'axe migrateur anguille.

Afin de mettre en cohérence les projets de liste 1 et liste 2 dans l'objectif de protéger le potentiel piscicole diagnostiqué en 2010, il est proposé de rajouter les deux cours d'eau suivants :

- Le ruisseau des Ilots (affluent rive gauche de la Longèves)
- Le ruisseau de la Dalle (affluent du ruisseau des Ilots)

Enfin ces modifications et compléments ne doivent pas occulter les demandes formulées dans le projet de SAGE Vendée notamment les dispositions concernant le franchissement piscicole.

Espérant que la Commission Locale de l'Eau puisse être officiellement consultée sur le projet définitif dans des délais raisonnables, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Président de la CLE du SAGE Vendée

Jean-Claude RICHARD



PJ tableau complété des informations ci-dessus

Département de la Vendée										
		PROPOSITION DE COURS D'EAU A CLASSER EN LISTE 1 AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-17 (8juin 2010)								
Département	Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Nom du cours d'eau	Limites proposées pour le classement	Critères justifiant la proposition de classement		Remarques argumentées des usagers sur les limites et les cours d'eau proposés			
					Réservoir biologique	Axes grands migrateurs				
Vendée	FRGR0586	LA MERE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'AU COMPLEXE DE MERVENT	Mère et affluents	La Mère et ses affluents de ses sources jusqu'à la retenue de Mervent (pont de Diet)	Réservoir biologique du SDAGE		conserver en liste 1			
Vendée	FRGR0585a	LA VENDEE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'AU COMPLEXE DE MERVENT	Vendée et affluents	La Vendée et ses affluents de ses sources au complexe de Mervent	Réservoir biologique du SDAGE		conserver en liste 1			
Vendée	FRGR0584a	LA VENDEE DEPUIS LE COMPLEXE DE MERVENT JUSQU'A AUZAY	Vendée	la Vendée du complexe de Mervent à la confluence avec la Sèvre niortaise		axe grands migrateurs SDAGE (anguille)	conserver en liste 1			
Vendée	FRGR0584b	LA VENDEE DEPUIS AUZAY JUSQU'A SA CONFLUENCE AVEC LA SEVRE NIORTAISE	Vendée							
Vendée	FRGR0587	LA LONGEVES ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A SA CONFLUENCE AVEC LA VENDEE	Longèves	<div>tout le cours de la Longèves + rajout</div> <div>Afin de mettre en cohérence les projets de liste 1 et liste 2 dans l'objectif de protéger le potentiel piscicole diagnostiqué en 2010, il est proposé de rajouter les deux cours d'eau suivants :</div> <div><div>• Le ruisseau des Ilots (affluent rive gauche de la Longèves)</div><div>• Le ruisseau de la Dalle (affluent du ruisseau des Ilots)</div></div>		axe grands migrateurs SDAGE (anguille)	conserver en liste 1 + rajouts			

Département de la Vendée		PROPOSITION DE COURS D'EAU A CLASSER EN LISTE 2 AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-17 (8 juin 2010)			
Département	Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Nom du cours d'eau	Limites proposées pour le classement	Remarques argumentées des usagers sur les limites et les cours d'eau proposés
Vendée	FRGR0587	LA LONGEVES ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A SA CONFLUENCE AVEC LA VENDEE	Longèves	De la source du Ruisseau des Ilots à la confluence avec la Vendée + rajout ruisseau dalle	<p>Le projet de diagnostic du Contrat Territorial sur la Longèves a permis de mieux qualifier la masse d'eau. Aussi il est montré que la partie amont de la Longèves (amont du Château de l'Hermenault) présente un faible intérêt biologique et que l'ouvrage hydraulique du Château de l'Hermenault constitue un verrou infranchissable difficilement aménageable.</p> <p>Par contre, le potentiel piscicole est réel de la confluence de la Vendée à l'Hermenault et sur son affluent principal le Ruisseau des îlots. Il est proposé de réduire le linéaire de Longèves et d'ajouter le Ruisseau des Ilots (tout le cours) et le ruisseau de la Dalle (affluent du ruisseau des Ilots en rive gauche).</p> <p>Le tronçon Château de l'Hermenault-source de la Longèves est à identifier pour le classement qui interviendra au-delà de 2017 dans une logique de progressivité du classement.</p> <p>NB il est à noter que dans l'annexe du SDAGE (page 226) il est bien fait mention de l'axe migrateur allant de la confluence de la Vendée jusqu'au ruisseau des Ilots.</p>
Vendée	FRGR0584a	LA VENDEE DEPUIS LE COMPLEXE DE MERVENT JUSQU'A AUZAY	Vendée	enlever l'aval du barrage de Mervent jusqu'à la confluence avec la Longèves	<p>Il est proposé de ne pas intégrer dans la liste 2 la portion de masse d'eau Vendée allant de l'aval du barrage de Mervent jusqu'à la confluence avec la Longèves.</p> <p>Plusieurs raisons peuvent être invoquées.</p> <p>Sur ce tronçon, aucune structure compétente dans la gestion de rivière n'est établie à l'heure actuelle. Cependant, nous tenons à préciser que des discussions sont engagées en 2010 pour réfléchir à un rapprochement entre les communes riveraines de ce tronçon et le SMMPBVSA.</p> <p>De ce fait, les propriétaires privés n'ont pas d'interlocuteurs techniques privilégiés pour toute réflexion de mise en conformité de leur ouvrage.</p> <p>Le point le plus important concerne les moyens financiers. Sans programme coordonnée, les financements publics sont difficilement mobilisables. De plus, les propriétaires actuels d'ouvrages n'ont pas les capacités financières pour faire réaliser des installations coûteuses telles que passes à poissons, rivière de contournement, ...</p> <p>Concernant les portes de Boisse, il est à noter des difficultés pour trouver une solution technique satisfaisante permettant de répondre aux objectifs de continuité écologique.</p> <p>Toutefois, ce tronçon est à identifier pour le classement qui interviendra au-delà de 2017 dans une logique de progressivité du classement.</p>